

Nouvelle Époque

"Une idée devient une force lorsqu'elle s'empare des masses"

SUR LA LUTTE RÉVOLUTIONNAIRE EN COURS AU BRÉSIL

Depuis mi-avril, une grande campagne internationale se déploie en solidarité avec les paysans révolutionnaires au Brésil, particulièrement en Amazonie occidentale. Des actions sont menées aux quatre coins du globe et sur tous les continents pour faire connaître et défendre la juste lutte pour la terre et la démocratie, en cours au Brésil... Lire plus p.16

PRÉ-NUMÉRO DE LANCEMENT - OCTOBRE 2021 - PRIX CONSEILLÉ : 2 €

NOUVELLEEPOQUE.FR



LES PRIX S'ENVOLENT, NOS SALAIRES STAGNENT !

Depuis plusieurs mois, nous subissons une hausse brutale du prix de nombreux produits : électricité, gaz, essence, alimentation... Se chauffer, se déplacer et se nourrir devient de plus en plus... Lire plus p.8.



L'AUKUS : un pas des USA dans la guerre contre la Chine p.9



Contre le monopole médiatique
La Ligne Éditoriale de Nouvelle Époque p.3

Actions internationales suite à la mort du Président Gonzalo p.20

L'éditorial

Ce mois-ci, nous lançons un nouveau journal au service du peuple, un nouveau journal pour la révolution en France : *Nouvelle Époque*.

Nouvelle Époque est né de notre pratique de la lutte des classes au quotidien. Notre pratique nous a permis de faire un saut qualitatif par rapport à ce qu'était notre ancien journal, *La Cause du Peuple*. **Ce n'est pas une rupture, mais une nouvelle étape.**

La tendance historique est à la Révolution, mais le vécu quotidien des militants politiques et des masses avancées en France est difficile, car la sécheresse réactionnaire assèche et dévaste tout. Souvenons-nous à chaque instant que la Révolution prolétarienne est un tsunami qui va balayer l'impérialisme de la surface du globe, mais qu'avant chaque tsunami la mer se retire, le vide s'installe. Nous sommes en France à ce moment précis. Malgré le développement incessant de la lutte des classes, une dichotomie nous frappe au quotidien : la puissance de la réaction et la petitesse des forces de la Révolution. Comprendons que le développement de la matière est ainsi, **chaque phénomène commence petit**, l'inverse est impossible !

Nous affirmons que la Révolution prolétarienne est la tendance historique, et que tant subjectivement qu'objectivement, **la période que nous vivons est excellente** pour reconstituer nos armes, celles qui permettront l'émancipation de l'humanité. Nous ne sommes pas des devins, simplement, nous comprenons cette époque qui est éminemment nouvelle. La France n'échappe pas à cela : les « mouvements sociaux », qui sont l'expression de la lutte des classes s'aiguissant, s'enchaînent. Ce n'est

qu'un début. La décennie à venir va être chaotique, tous les politiciens le savent et s'affolent. La crise économique et sociale s'amplifie, et la crise politique, celle du régime, va pointer son nez. Les grands patrons, les politiques et les médias ne veulent pas de changement, alors ils poussent à la réaction, au conservatisme. Et la population, elle aussi bouleversée par tant d'instabilité, s'accroche au passé. C'est ainsi dans les grands moments de troubles, quand la réalité de la crise empêche toute stabilité. Notre rôle est de faire de cette instabilité un **grand mouvement pour balayer le pays**. Balayer tout ce que les masses détestent : patrons arrogants, politiciens menteurs, flics ripoux, généraux mercenaires... la liste des parasites est longue comme un jour sans fin.

Si vous lisez *Nouvelle Époque* dans un quartier dont la presse ne parle jamais ou en mal, c'est que ce journal est à sa place et qu'il est **pour vous**. C'est le journal des masses, du peuple, des oubliés des plateaux télé, les sans-voix, la France d'en bas, de nous tous : les ouvrières épuisées par les cadences, les prolos désabusés au chantier, la mère du quartier en galère le 15 du mois, l'immigré que l'on regarde de travers, l'enfant qui n'est jamais parti en vacances, le vieux que l'on a définitivement abandonné, le petit paysan qui vend à perte sa récolte, l'artisan gilet jaune, **tous ceux qui font matériellement la France de notre quotidien**. Ce journal, c'est celui de toutes celles et ceux qui produisent la richesse de ce pays et qui ne récoltent pourtant que des miettes et du mal de dos.

Avant tout, *Nouvelle Époque* est LE journal de ceux qui ne se résignent pas et luttent pour transformer le monde. *Nouvelle Époque* c'est un instrument subjectif au service du prolétariat et des masses populaires pour leur émancipation, pour faire tomber les puissants et balayer la maison définitivement.

Nouvelle Époque ne vous fera pas l'affront de dire qu'il est neutre, car rien n'est neutre. Chaque idée reflète une position de classe. *Nouvelle Époque* a choisi son camp, c'est celui du prolétariat, du peuple, alors il fera tout pour que plus jamais nous n'ayons à subir une future mascarade électorale, comme celle qui arrive en 2022.

Vive *Nouvelle Époque*, le journal pour un Nouveau Monde !

 **Le Comité de rédaction de *Nouvelle Époque* •**

SOMMAIRE

LUTTE DES CLASSES

- ★ Notre ligne éditoriale (p. 3)
- ★ Brèves de lutte (p. 4)
- ★ Il est temps de « prendre le maquis » ! (p. 5)
- ★ À Lyon et Saint-Etienne, la jeunesse révolutionnaire s'organise ! (p. 6)
- ★ Electricité, gaz, essence, alimentation : stop à la hausse des prix ! (p. 8)

L'IMPÉRIALISME ET SES GUERRES

- ★ L'AUKUS : un pas des USA vers la guerre contre la Chine (p. 9)
- ★ Le « progressisme » est-il devenu un outil de l'impérialisme ? (p. 11)
- ★ Sur les procès du « 13 novembre » (p. 14)

SUR LE CHEMIN DU POUVOIR

- ★ Sur la lutte révolutionnaire au Brésil (p. 16)
- ★ Pérou : mort du Président Gonzalo (p. 17)
- ★ Aux quatre coins du monde, les masses se révoltent (p. 19)
- ★ Brèves Internationales : mort du Président Gonzalo (p. 20)

LA MOITIÉ DU CIEL

- ★ Sandra Lima, une grande dirigeante révolutionnaire (p. 22)

Suivez- nous sur nos réseaux sociaux (facebook, twitter, instagram, telegram) et rendez-vous sur le site nouvelleepoque.fr

NOTRE LIGNE ÉDITORIALE

La ligne éditoriale du journalisme moderne est devenue une unique courroie de transmission au service de la politique impérialiste. Les médias, au service du capital dominant les masses et les peuples du monde, n'ont qu'un but : celui d'appuyer le système qui enchaîne l'Humanité. Ces médias « libres » appuient l'exploitation que vivent les masses au quotidien. La liberté de la presse n'existe pas aujourd'hui, elle n'est qu'un concept vide de sens.

L'impérialisme, dernier stade du capitalisme, a établi sa domination sur toute l'humanité. Il se sert de sa toute puissance économique pour tenter de façonner le monde à son image, pour tenter d'uniformiser le mode de pensée.

Son omniprésent et omnipotent réseau de communication crée une sorte de produit unique, distribué par les agences de presses dites « indépendantes ». À travers cela, les capitalistes créent un monde à leur image : informations perverses sous forme de nouvelles vides de sens, dépolitisation perpétuelle, catastrophisme, menaces, insultes envers les peuples. La plupart des émissions de TV ou articles de journaux sont un flux continu d'apologie du fatalisme social et politique, du capitalisme (le pire des systèmes mais « le seul possible »), du racisme, de la sensualité précoce, de l'individualisme, de la peur, du mysticisme, de la fausse idée de fin de l'histoire. Tout cela a pour objectif de contrôler le comportement historique des masses : notre volonté de transformer le monde, notre désir d'une Révolution.

Entre leurs mains, la réalité locale et internationale se transforme en un unique spectacle audiovisuel. La population mondiale est réduite à quelques personnalités issues du show-biz ou du sport, à un patron puissant, un chef d'état ou un député. Les guerres de pillage des ressources des pays du « Sud » se transforment en action pour la démocratie, comme en Libye ou au Mali. Les exécutions de la police dans les quartiers populaires se transforment en bavures. Une pratique religieuse se transforme en invasion civilisationnelle. Les lois détruisant nos acquis sociaux deviennent des « politiques de modernisations ». Un quelconque résistant à l'ordre établi devient un terroriste.

Plus que tout, leur but est de nous faire rentrer dans le crâne qu'il n'y a plus de classes sociales. Il n'y aurait plus d'opprimés et d'opresseurs ; il n'y aurait plus de classe ouvrière, donc plus de bourgeoisie. En gros, il n'y a plus d'antagonisme dans notre société, seulement des individus qui doivent se vendre au plus offrant, écraser les autres pour se faire un avenir dans ce monde qui n'est pas tout rose. La bourgeoisie tente par tout un tas d'artifices de nous confisquer la compréhension du monde. Cela vise à détruire la conscience de classe, la

seule chose qui peut nous unir et nous permettre de transformer notre impuissance individuelle à changer les choses en un nouveau pouvoir révolutionnaire détruisant l'actuel.

Seulement, ils n'y arriveront jamais, car la connaissance vient de la pratique. Les masses, les prolétaires transforment sans cesse la réalité matérielle par leur travail, et donc se transforment eux-mêmes. Quoi que puisse faire l'impérialisme, le caractère de classe ne peut disparaître, parce que la production est sociale : la société de classes nous rappelle tous les jours qu'une minorité s'enrichit sur le dos de la majorité. Rien ne peut arrêter la lutte des classes, seul le passage du prolétariat de classe *en soi* à classe *pour soi*, c'est-à-dire en une classe consciente d'elle-même, nous amènera à en finir avec le système de la guerre, du pillage et de l'exploitation.

La bourgeoisie veut établir comme fait son mensonge, en proclamant sa réalité : il n'y a pas de vérité, le monde est ainsi et ne peut changer. Elle ne peut reconnaître le fait objectif de l'existence de deux classes antagoniques sans dévoiler son caractère exploiteur.

Seul le prolétariat détient la vérité, car c'est la première classe de l'Histoire qui va prendre le pouvoir non pas pour exploiter, mais pour abolir les classes, pour émanciper l'Humanité. C'est pour cela que d'une manière prétentieuse, l'impérialisme a décrété « la fin de l'Histoire ». Comme le géant Karl Marx nous l'a enseigné « L'Histoire de toute société jusqu'à nos jours n'a été que l'Histoire de luttes de classes. ». Par cette « fin de l'Histoire » l'impérialisme voulait nous signifier qu'il n'y avait plus de lutte des classes.

C'était bien mal comprendre l'époque. L'impérialisme est entré dans sa phase de pourrissement, il ne sortira jamais de la crise car il est la crise. Le capitalisme de notre époque c'est la crise amenant la guerre, et donc la possibilité toujours plus forte de la Révolution prolétarienne mondiale.

Plus l'impérialisme va s'enfoncer dans ses problèmes internes, plus les masses vont lutter. Nous serons au cœur de ces luttes, pour les appuyer, les faire connaître et les organiser. Nouvelle Époque, comme instrument conscient, veut participer à la construction d'un front unique anti-impérialiste et antimonopoliste, au service de la Révolution prolétarienne en France et dans le monde. ●

BRÈVES DE LUTTE

Partout sur le territoire de l'État français, des travailleurs et travailleuses luttent pour leurs droits, pour leurs salaires et conditions de travail. Ces dernières semaines encore, de nombreuses mobilisations ont eu lieu. Quelques exemples.

SEINE ET MARNE : LES CHAUFFEURS DE BUS LUTTENT CONTRE LA DÉTÉRIORATION DE LEURS CONDITIONS DE TRAVAIL !

Le 6 septembre, les chauffeurs de bus de la compagnie *Transdev*, en Seine-et-Marne, ont lancé un grand mouvement de grève. À Melun et Sénart, près de la moitié des conducteurs de bus ont cessé le travail. Ils dénoncent une détérioration de leurs conditions de travail, avec une trop importante amplitude horaire de travail, ainsi que la baisse de leurs salaires depuis un nouveau contrat signé entre *Transdev* et *Île-de-France Mobilités*.

À GRIGNY, LES SALARIÉS DE L'ENTREPRISE DE RESTAURATION BERGAMS LUTTENT CONTRE LES BAISSES DE SALAIRE !

Chez *Bergams*, entreprise de restauration spécialisée dans la préparation de produits ultra frais à destination d'*Air France*, *Starbucks* ou encore *Relay*, les salariés sont déterminés à lutter contre la baisse de leurs salaires. En effet, dans cette entreprise, la direction a profité du Covid-19 pour mettre en place un « accord de performance collective » pour aménager le temps de travail et la rémunération. Interro-

gée par le journal *Le Parisien*, Véronique, 54 ans, salariée chez *Bergams* affirme avoir perdu en moyenne 320 € par mois de salaire depuis la mise en place de cet accord. Alors, face à cette situation, les salariés ne se laissent pas faire et sont entrés dans une lutte intense.

À DAUMERAY, LES CHAUFFEURS DE L'ENTREPRISE GUILLET LUTTENT POUR DE MEILLEURS SALAIRES ET CONDITIONS DE TRAVAIL !

Le 14 septembre, onze des douze chauffeurs de l'entreprise *Guillet*, à Daumeray, dans le Maine-et-Loire, sont entrés en grève. Ils dénoncent une détérioration de leurs conditions de travail depuis des mois. Interrogé par *Ouest France*, un des grévistes affirme « *on fait des nuits de douze à quatorze heures depuis des mois, ça s'est encore dégradé avec le Covid. Aujourd'hui, nous sommes fatigués, usés. On demande notamment que les plannings soient plus équilibrés* ». Les chauffeurs de cette entreprise spécialisée dans l'abattage, la découpe et le conditionnement de volailles revendiquent également une revalorisation de leurs salaires.

À LYON, LES CHAUFFEURS DE BUS ET DE TRAM LUTTENT POUR ÊTRE EN SÉCURITÉ AU TRAVAIL !

Depuis le lundi 13 septembre, les conducteurs de bus et de tram lyonnais ont entamé un mouvement de grève. Ils dénoncent une augmentation de l'insécurité à laquelle ils sont directement exposés. Ce mouvement, qui fait suite à l'attaque d'un bus à l'arme à feu le 1^{er} septembre en banlieue lyonnaise, vise notamment à dénoncer l'inaction de la

direction de TCL (transports en commun lyonnais) face à l'augmentation du nombre d'agressions dont sont victimes les chauffeurs. Le lundi 13 septembre, 60% des conducteurs de bus avaient suivi le mouvement, avant une intensification du mouvement le lundi 20 septembre.

MARDI 5 OCTOBRE : JOURNÉE DE GRÈVE

Cet appel à la grève visait plusieurs revendications : l'augmentation des salaires, l'arrêt des licenciements ainsi que le retrait des réformes des retraites et de l'assurance chômage.

Alors que le gouvernement instrumentalise la crise sanitaire pour casser les droits des travailleurs, la riposte s'organise petit à petit : de nombreuses entreprises connaissent des mouvements de grèves et de protestations.

Dans un contexte d'importante augmentation des prix du gaz, de l'essence, de l'électricité et de l'alimentation, il est urgent pour des millions de travailleurs de revendiquer une hausse générale des salaires. Bien-sûr, cela ne s'obtiendra que par la lutte, car chaque euro de plus sur les salaires des travailleurs est un euro de moins dans la poche du patronat.

À l'approche du cirque électoral des présidentielles qui nous promet encore de nouvelles attaques contre nos droits, et dans la perspective d'un grand mouvement de lutte contre les politiques anti-sociales de Macron et son éventuel successeur, la grève et les manifestations du 5 octobre étaient une première étape de la nécessaire riposte populaire. ●

IL EST TEMPS DE « *PRENDRE LE MAQUIS* » !

La France, plus que n'importe quel pays riche, est dans une crise économique et sociale profonde. C'est un des pays de l'OCDE (l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques, une assemblée internationale de pays développés principalement) où la lutte des classes est la plus aigüe. Les révoltes dans les banlieues en 2005, les innombrables mouvements sociaux, les Gilets Jaunes et les manifestations anti-pass sanitaire cet été sont l'expression, d'une façon ou d'une autre, de la lutte des classes en France. On pourrait traiter chacun de ces événements de manière séparée et surtout sans aller au fond mais on passerait à côté du principal. Le principal, c'est que le pays est en crise profonde et que cette crise va déboucher tôt ou tard sur une crise organique, une crise de régime.

Les manifestations anti-pass ont été dures à cerner, dans un pays où, pour cause de crise, la réactionnarisation est à l'offensive. Le climat était pour le moins délétère. Les slogans sans contenu comme « *liberté* » ont créé un appel d'air que l'extrême droite a tôt fait de remplir. « *L'unité* », réclamée à cor et à cris par tous, a laissé la place à la pire des racailles revanchardes agissant de manière ouverte et directe sous le regard complice de la police. Dans de nombreuses villes, les militants étiqueté « *extrême-gauche* » ont été pris à partie de manière violente par tout ce que cette société en putréfaction charrie. Il est vrai que la base de ces révoltes actuelles sont les couches intermédiaires broyées par la crise systémique. La classe ouvrière est peu présente, voir absente. Elle n'a pas encore fait son grand retour dans l'arène, et sans elle, toute cette rage accumulée ne peut que partir à vau-l'eau et renforcer la réaction.

Nous l'avons vu avec les Gilets Jaunes, l'appareil répressif a un savoir-faire séculaire de gestion de la révolte dans les centres-villes. Ils ne se préparent qu'à cela : éviter, contrôler, encadrer la rage des masses, dans les centres où règne l'hyper-capitalisme. C'est leur raison d'être. La nôtre, c'est d'en finir avec ce vieux monde.

Alors que faire ? Comment contrer la réactionnarisation, la répression et les groupuscules fascistes qui vont à coup sûr pulluler sur le terreau du pourrissement de la société ? L'enjeu est immense, c'est la question stratégique à laquelle les forces révolutionnaires doivent répondre aujourd'hui.

Nous l'affirmons, il est temps de « *prendre le maquis* », pratiquement. Qu'entendons-nous par cette métaphore qui renvoie à l'histoire des luttes populaires chez nous ?

Bien loin des forêts du Limousin, les maquis du XXI^{ème} siècle en France, ce sont tous les quartiers prolétaires périphériques (ou pas) qui occupent de grandes zones de nos métropoles hexagonales. Nous n'avons plus le choix, c'est l'unique moyen d'éviter de nous faire broyer par la réaction et les groupuscules fascistes qui contrôlent et contrôleront les centres-villes. Cela veut dire commencer un long travail de masse qui va nous lier aux gens qui n'ont plus rien à perdre, mis à part leurs chaînes. C'est concrètement suivre le chemin des périphéries vers les centres, c'est le chemin de la conquête du pouvoir par le prolétariat. C'est, de fait, le seul travail révolutionnaire aujourd'hui et le seul moyen de combattre le fascisme de manière effective. Les anarchistes ont pensé, ces dernières décennies, qu'on pouvait mener la guerre contre le vieil ordre sans les masses. Nous, marxistes, nous savons que ce sont les masses qui font l'histoire et aucun autre acteur.

Les habitants des quartiers populaires sont les vraies « *forêts du Limousin* » d'où nos glorieux aïeux ont combattu le fascisme et l'occupation durant la seconde guerre mondiale. Les masses sont le bouclier invincible contre la répression qui va toucher de manière indistincte tous ceux qui luttent contre le vieil ordre capitalo-impérialiste.

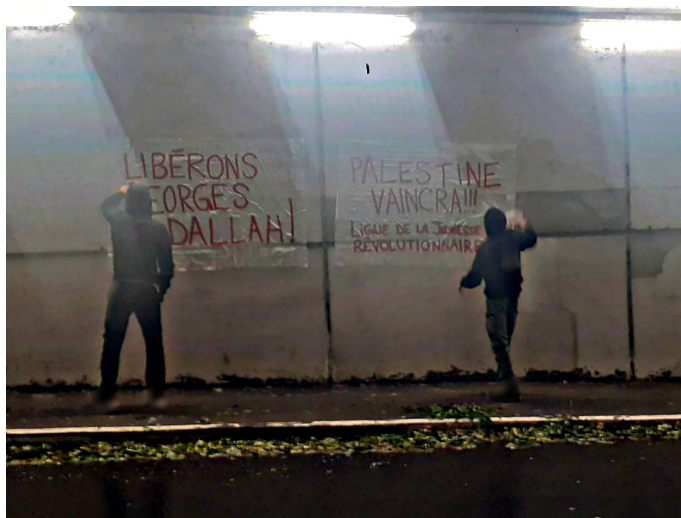
L'enjeu est de taille et il est, bien entendu, très compliqué. Il demande une abnégation sans faille, il demande de comprendre qu'il va falloir du temps et de la patience. Gagner le cœur et l'esprit des masses est un travail de longue haleine, tant les révisionnistes (*ceux qui ont détruit les mouvements révolutionnaires de l'intérieur et en ont fait ce qu'ils sont aujourd'hui*, NDLR) ont trahi les intérêts du prolétariat. Les émeutes gigantesques de 2005 ont montré que les masses opprimées sont prêtes à assumer leur rôle historique. À nous d'assumer le nôtre : celui d'organiser, de guider la rage populaire vers la conquête du pouvoir. La réaction, elle, sait qu'elle a tout intérêt à nous diviser : le blanc contre l'arabe, l'athée contre le musulman, la femme contre l'homme, et ainsi de suite, en atomisant toujours plus notre classe. Nous devons aller au principal, c'est-à-dire nous occuper des problèmes immédiats des classes populaires, et, par la suite, planter les graines politiques qui donneront des fruits excellents. Tout cela est long, il y a bien sûr une part de subjectivisme, de choix, de décisions personnelles à se lier aux plus exploités, mais si nous avons la conscience que ce monde ne tourne pas rond, notre mission est de faire cela de la manière la plus déterminée. ●

LYON ET SAINT-ÉTIENNE : LA JEUNESSE RÉVOLUTIONNAIRE S'ORGANISE !

Pour contacter les activistes :
liguejr@protonmail.com

Tout au long de l'été, à Lyon, la jeunesse révolutionnaire a continué ses activités dans le quartier des États-Unis (8^{ème} arrondissement). Deux principaux types d'activités ont été menés. Différentes actions en faveur de l'internationalisme prolétarien ont été organisées, en soutien à Liam Campbell (prisonnier politique irlandais) et à une Irlande libre et socialiste, mais aussi en soutien au combat des paysans pauvres du Brésil qui luttent avec combativité contre la politique d'exploitation des grands propriétaires terriens, notamment grâce à l'action de la LCP (*ndlr* : Ligue des Paysans Pauvres), qui rassemble sans cesse d'avantages de familles de paysans pauvres et augmente toujours plus l'intensité de leurs luttes. Ces deux actions n'ont pas été menées par hasard. La question de l'occupation d'une partie de l'Irlande par l'impérialisme anglais, et le combat des paysans pauvres brésiliens contre leur gouvernement bourgeois vendus à l'impérialisme yankee illustre bien nos nouvelles tâches, et l'époque que nous vivons. Soit celle qui voit les peuples du monde entier se soulever contre l'impérialisme en brandissant le drapeau rouge pour enfin arriver à fonder un monde nouveau débarrasser de ces parasites. En tant que révolutionnaire, conscient de ces enjeux, il nous semblait tout à fait pertinent de soutenir ces deux grandes causes révolutionnaires !

De plus, comme la misère et l'exploitation ne prennent elles pas de vacances, les activistes ont continué leur travail en commun avec le Comité Pro-létarien d'Entraide et De Solidarité du quartier des États-Unis, qui devient depuis le 1er octobre 2021 le Comité Populaire d'Entraide et de Solidarité. Ce travail en commun a vu la diffusion de milliers de tracts pour inciter les habitants à rejoindre le comité, la mise en place de tables de solidarité populaire alimentaire, et des collages d'affiches ou de nappes, pour visualiser dans l'espace public les mots d'ordre du comité, et donc des habitants et habitantes en colère. Loin d'être une énième coquille militante, le Comité de quartier se veut être un outil dont les habitants se saisissent d'eux-mêmes, pour s'organiser collectivement. Le changement de nom vient d'ailleurs de propositions d'habitants qui trouvaient cela plus compréhensible. Dans ce sens-là, le comité a déjà organisé deux réunions publiques regroupant à chaque fois plusieurs dizaines de personnes, et va dès les mois qui suivent organiser des Assemblées Populaires, véritables moments de démocratie, où les habitants et habitantes présentes décideront de façon concrète des changements et projets qu'ils ont pour le quartier. Il s'agira de redonner des espaces décisionnaires et de discussion aux principaux acteurs du quartier, soit les habitants



« Libérons Georges Abdallah ! Palestine Vaincra !!! ». Des activistes de la Ligue de la Jeunesse Révolutionnaire (LJR) collant des affiches à Saint-Etienne

eux-mêmes. Le comité de quartier va également s'impliquer dans un nouveau type d'activités socio-culturelles. En résumé, à l'heure actuelle, le comité se positionne sur trois axes. Il est l'outil pour organiser de grandes campagnes suites aux demandes des masses, et suites aux réunions publiques et assemblées populaires, comme ce fût le cas avec la campagne des caves et des câbles. Il aide à résoudre les problèmes individuels des gens dès que possibles. Et, enfin, il se veut un acteur de la vie du quartier, en proposant du sport populaire, des repas et goûters populaires, des conférences. Pour conclure, le comité est ouvert à toutes les initiatives et à tous les habitants et habitantes qui souhaitent nous rejoindre !

À Saint-Étienne, de nombreuses activités sont également menées sur plusieurs fronts. Tout d'abord, la jeunesse révolutionnaire organise chaque semaine une séance de sport populaire dans le quartier de Bellevue-Solaire, suivie d'une discussion et d'un débat autour d'un article ou d'un thème. Cela permet de briser l'isolement social auquel font face de nombreux jeunes, surtout depuis la pandémie. Le sport est aussi un moyen de se discipliner, de se dépasser tous ensemble et d'apprendre à surmonter les difficultés en ne laissant personne derrière. Bien sûr, l'étude d'un article permet de développer notre capacité d'analyse, de mieux comprendre le système que l'on combat. Les activistes s'investissent aussi activement dans la vie de leur quartier de plusieurs manières : une table est tenue toutes les deux semaines au marché pour discuter avec les habitants et diffuser le journal *Nouvelle Époque*. Cette table est d'ailleurs l'occasion de distribuer et récolter des produits de première nécessité, car des distributions ont lieu depuis plus d'un an en direction des



« *Palestine Vaincra* ». Des activistes de la Ligue de la Jeunesse Révolutionnaire (LJR) ont organisé un goûter populaire dans le quartier des États-Unis à Lyon sur le thème de la Palestine, auquel une trentaine de personnes du quartier ont participé. À cette occasion, un atelier de dessins et d'écriture de lettres a eu lieu, afin de les envoyer par la poste à Georges Abdallah, emprisonné à Lannemezan, près de Toulouse. De nombreux enfants, mais aussi des adultes du quartier ont participé à cet atelier. Plusieurs dizaines de dessins et de lettres ont été réalisés pour soutenir celui qui, depuis plus de 37 ans, est détenu par les autorités de l'État français, alors qu'il pourrait être libéré depuis 1999.



« *Libérons Georges Abdallah ! Prisonnier politique, combattant pour la Palestine, libérable depuis 1999. Palestine vaincra !* ». Photo de la Ligue de la Jeunesse Révolutionnaire (LJR) à Saint-Etienne

personnes dans le besoin. De nombreux collages d'affiches ont aussi lieu partout dans le quartier pour se faire connaître et dénoncer la vie chère, les logements insalubres ou encore les politiciens escrocs, ainsi que la lutte des paysans brésiliens de la LCP ou l'acharnement contre Georges Abdallah, combattant pour la Palestine.

Début septembre, des activistes lyonnais et stéphanois se sont également retrouvés à Saint-Étienne pour une journée de cohésion militante. Cette journée, qui visait à renforcer les liens entre les activistes, a été

ponctuée de sport populaire (boxe), d'un repas collectif, de lectures d'articles, de la réalisation d'une action en solidarité avec la Ligue des Paysans Pauvres du Brésil, d'un graffiti revendiquant la libération du prisonnier politique Georges Abdallah et enfin de la projection d'un documentaire suivie d'un débat. Ces journées permettent de renforcer l'unité entre les membres de l'organisation et d'offrir un aperçu de ce que propose l'organisation, soit une alliance de la pratique et de la théorie, pour à la fois développer nos connaissances du marxisme et de notre époque et se développer physiquement pour

être prêt à assumer les épreuves que nous allons affronter. Ces journées se tiennent assez régulièrement et sont ouvertes à toutes personnes intéressées pour en découvrir un peu plus sur qui nous sommes. Cette journée a permis également de se remotiver à la fois personnellement et collectivement, et ainsi se rendre compte qu'il n'y a que par l'unité que nous sommes plus fort, et c'est un principe que nous mettons constamment en avant, pour être à la hauteur des tâches qui nous attendent, comme par exemple le boycott de la mascarade électorale de 2022. ●

ÉLECTRICITÉ, GAZ, ESSENCE, ALIMENTATION, STOP À LA HAUSSE DES PRIX !

Nous publions cette déclaration du Comité Populaire d'Entraide et de Solidarité (CPES) en réaction à la récente flambée des prix.

Depuis plusieurs mois, nous subissons une hausse brutale du prix de nombreux produits : électricité, gaz, essence, alimentation... Se chauffer, se déplacer et se nourrir devient de plus en plus cher ! Nous, Comité Populaire d'Entraide et de Solidarité, dénonçons avec fermeté ces augmentations que des millions de personnes subissent une fois de plus comme un coup de couteau dans le dos. Nous revendiquons un blocage immédiat des prix de tous ces produits.

Depuis plusieurs années, le prix de l'électricité n'en finit plus d'augmenter. Rien que depuis 2019, nous avons eu droit à de très nombreuses hausses : +5,9% en juin 2019, +2,4% en février 2020, +1,5% en août 2020, +1,6% en février 2021, +0,5% en août 2021, et les prédictions pour février 2022 parlent d'une possible hausse de 10%. Inconcevable pour des millions de personnes ayant déjà du mal à payer leurs factures, d'autant plus que ces nouvelles hausses font suite à de nombreuses autres. En effet, en dix ans, le prix de l'électricité a augmenté de 50%

Bien évidemment, cette situation ne concerne pas seulement l'électricité, puisque les prix du gaz augmentent également à la vitesse de la lumière : +10% en juillet, +5% en août, +8,7% en septembre, et +12,6% en octobre. À ce rythme là, le prix du gaz aura doublé d'ici un an, représentant un surcoût très important pour des millions de personnes, qui ont déjà vu le prix du gaz augmenter de 100% entre 2004 et 2021.

Du côté de l'alimentation et de l'essence, le constat est le même : +1,9% sur un an pour l'alimentation, +20% depuis mai 2020 pour l'essence, avec un prix au litre qui avoisine les 2€ dans certaines stations service.

Bien sûr, dans le même temps, les salaires n'augmentent pas, ou si peu. Pour la grande majorité de la population qui vit avec un faible salaire, qui travaille chaque jour pour faire tourner la société, chaque euro de plus dépensé dans les courses, dans l'électricité, dans l'essence ou dans le gaz est un euro de moins pour se faire plaisir, pour aller au restaurant, pour par-

tir en vacances, pour faire des cadeaux aux enfants.

Cette accélération de l'augmentation des prix s'explique notamment par une hausse soudaine de la consommation de ces produits liée à la reprise économique post confinement. Mais, pour nous, le peuple, cela importe peu : nous ne sommes pas responsables de la situation sanitaire passée ou de la situation économique présente. Au contraire, c'est nous, le peuple, qui faisons tourner cette société au quotidien, qui nous levons tôt le matin pour travailler. C'est nous, le peuple, qui produisons toute la richesse de ce pays, qui finit dans les poches de patrons milliardaires ou de politiciens voyous.

Alors, nous ne pouvons plus accepter cette situation intolérable d'augmentation des prix, qui nous prend au cou, qui pèse de tout son poids sur nos dépenses et qui nous empêche de mettre de côté quelque euro que ce soit.

Le gouvernement, soucieux de ne pas créer de vague de mécontentement, a annoncé une augmentation du chèque énergie pour les ménages les plus précaires. Jean Castex, premier ministre, a également annoncé la mise en place d'un « bouclier tarifaire », mais dont la mise en place n'aura lieu qu'après l'augmentation du prix du gaz en octobre, et pour ce qui est de l'électricité, le gouvernement a simplement annoncé limiter la hausse prévue en 2022 à 4% au lieu des 12% annoncés. Cela est loin d'être suffisant, et ces mesures arrivent trop tard puisque les prix ont déjà bien trop augmenté. Ce qu'il faut, c'est un blocage immédiat du prix de l'eau, de l'électricité, du gaz, de l'essence et de l'alimentation. Il faut également une gestion réellement démocratique de la production et de la distribution d'énergie, sinon le peuple sera toujours perdant, et les riches industriels seront toujours gagnants.

- Le Comité Populaire d'Entraide et de Solidarité •



L'AUKUS : UN PAS DES USA VERS LA GUERRE CONTRE LA CHINE

Après la défaite subie par les Américains face aux Talibans, l'Amérique avance un nouveau pion dans le Pacifique en signant un accord de sécurité militaire avec la Grande-Bretagne et l'Australie. L'objectif de celui-ci est de partager des connaissances et techniques du domaine militaire. Ceci vient compléter l'accord Five Eyes, un accord d'échanges de renseignement entre USA, Grande Bretagne, Nouvelle-Zélande, Canada et Australie. Cet accord vient rompre celui conclu en 2016 entre l'Australie et la France. C'est un très rude coup pour l'impérialisme français qui pensait participer de plein pied dans la bataille entre la Chine et les USA en espérant retirer des miettes.

En effet, l'Australie prévoyait l'achat de la technologie sous-marine française afin de permettre la construction de 12 sous-marins à propulsion conventionnelle convertis à la propulsion diesel et électrique afin de convenir aux besoins de l'Île-Continent.

Cette nouvelle alliance militaire portant le nom d'AUKUS, dont la partie la plus importante évolue autour de la signature d'un contrat à hauteur de 35 milliards d'euros, prévoit la construction de 8 sous-marins à propulsion nucléaire utilisant de l'uranium hautement enrichi, technologie partagée uniquement par les États-Unis et la Grande-Bretagne, ainsi que le développement de missiles longues-portées. La navy australienne gagne ainsi un accès aux missiles *Tomahawk* et *Hypersonic*, et l'armée de l'air australienne plusieurs types de missiles, dont



Joe Biden annonçant la création de l'accord de sécurité militaire AUKUS, aux côtés de des responsables australien et anglais.

des missiles guidés de frappe balistiques, faisant ainsi le lien avec la décision de mars 2021 du gouvernement australien de fonder une usine de production de missiles guidés, usine d'une valeur d'un milliard de dollars américain.

Si l'objectif assumé de cette alliance est d'assurer « *la paix et la prospérité* » dans les océans Pacifique et Indien, il s'agit en réalité d'un nouveau pas des USA vers la guerre avec la Chine. En vérité, l'Australie passe totalement sous la coupe des États-Unis. Elle n'a strictement aucune technologie liée au nucléaire, ce qu'il signifie que toute la maintenance sera étasunienne. Les États-Unis soutiennent leur industrie militaire et se paye le luxe de grossir leur flotte sur le dos des australiens. Bien entendu, les sous-marins de classe *Virginia* peuvent accueillir des missiles nucléaires utiles en cas de guerre contre la Chine.

L'Australie confirme son rôle stratégique dans le dispositif militaire

des USA. Elle donne une profondeur stratégique aux USA, car toutes leurs autres bases sont à portée chinoise depuis l'expansion de son armée, principalement de sa flotte.

La Chine cherche depuis plusieurs années à obtenir un certain contrôle sur les mers du sud de l'Asie (Océans Pacifique et Indien), en étendant ses zones maritimes pour éviter un encerclement. L'exemple le plus frappant se situe au niveau des archipels Kiribati, où, sur l'atoll de Canton, elle souhaite construire une base militaire. Sur cette île se trouve en effet un aéroport d'une taille de 1900 mètres et pouvant être prolongé d'environ 500 mètres. La petite république a accepté l'installation chinoise en échange de travaux protégeant les îles de la montée des eaux, menaçant d'ensevelir l'archipel. En menant à bien ce projet, la Chine parviendrait à s'octroyer le contrôle de la zone maritime des Kiribati, d'une surface de 3 550 000 km².



Emmanuel Macron et le Premier ministre australien en juin dernier

Évidemment, la tentative de la Chine d'asseoir ainsi son influence dans la région ne sied guère aux puissances occidentales, a fortiori aussi près des côtes étasuniennes (les Kiribati sont situées à seulement 3 000 km d'Hawaï) et australiennes.

La multiplication des accords militaires et des décisions d'expansion dans la région du Pacifique vont irrémédiablement mener à la hausse des conflits pour le partage de la zone entre les forces impérialistes qui s'affrontent pour le contrôle de chaque partie du monde, créant ainsi de nouvelles tensions entre les impérialistes occidentaux et l'impérialisme chinois et nous ramenant ainsi à la diplomatie mondiale du 19^{ème} siècle où l'océan Pacifique et l'océan Indien étaient déjà la cible de choix des impérialistes. Les Etats-Unis jouent leurs va-tout car ils doivent éviter à tout prix d'être un jour rattrapés et dépassés par les Chinois.

La rupture du contrat entre l'Australie et la France a déjà provoqué un incident diplomatique sans précédent. En effet, en rompant le « contrat du siècle », l'Australie fait perdre à la France 56 milliards d'euros, qui voit cela comme une trahison des USA. Mais cela met égale-

ment en péril une longue série de négociations, prévues notamment sur des questions commerciales, de services ou sur la propriété intellectuelle. La France a reçu un violent revers, cette situation va pousser les forces les plus réactionnaires à muscler leur discours. La tentation de faire cavalier seul, bien qu'illusoire, est un puissant levier réactionnaire. De même, en ajoutant à cela le désengagement américain en Afghanistan, leur désintérêt relatif et passager, pour les questions ukrainiennes et biélorusses, ainsi que les menaces de sanctions au sujet de la construction du gazoduc germano-russe *Nord Stream 2*, les Européens craignent que les États-Unis ne se désintéressent de l'Europe. C'est peut-être pourquoi Emmanuel Macron a effectué marche arrière en tentant de « pardonner » aux américains, et a obtenu de leur part la reconnaissance de l'importance de l'intervention de la France, et de l'Europe, dans la région indo-pacifique.

Le Kiribati, composé de 39 îles, est ainsi pris en otage par les politiques impérialistes chinoises et occidentales. Alors qu'elle est menacée par le réchauffement climatique, la petite nation de 120 000 habitants

a besoin d'aide pour la construction de digues et pour s'élever au-dessus du niveau de la mer : elle se retrouve maintenant au centre de l'attention. Comment ces îles qui dépendent principalement d'une économie vivrière de la pêche vont pouvoir maintenir leur activité dans une partie de l'océan qui, d'ici peu, sera couverte de navires et sous-marins militaires chinois, australiens ou encore américains ? Qu'en est-il de l'avis des Gilbertains, la population autochtone peuplant le Kiribati ? Leur avis n'est pas demandé alors que la survie de leur peuple en dépend.

La crise de l'impérialisme en phase de pourrissement pousse le monde toujours plus vers la guerre. La guerre impérialiste, avec comme principal fauteur de guerre les USA, n'est plus un horizon lointain et impossible, mais elle est bien d'une actualité brûlante. C'est dans ce cadre qu'il faut comprendre le courant de réactionnarisation très puissant en France, qui a pour but de restructurer l'impérialisme français à marche forcée pour qu'il puisse participer à la curée pour le repartage du monde. Ne nous y trompons pas, comme nous l'apprenait le grand Lénine : l'impérialisme trouve toujours une porte de sortie. ●

LE « PROGRESSISME » EST-IL DEVENU UN OUTIL DE L'IMPÉRIALISME ?

Cela n'a pas pu vous échapper : tout au long du mois de juin, des grandes entreprises, des agences gouvernementales, des politiciens et de nombreux médias ont mis en avant le mouvement LGBT, notamment en partageant le drapeau arc-en-ciel. Lors de l'affaire George Floyd, de nombreuses multinationales s'étaient également « engagées » contre le racisme. Quant à la cause environnementale, on ne compte plus les entreprises qui revendiquent défendre la planète.

À l'ensemble de ces causes (LGBT, féminisme, anti-racisme, écologie), on colle généralement l'étiquette de « progressisme ». Aujourd'hui, ce mot revendiqué à tort et à travers par des groupes radicalement différents et aux intérêts souvent contradictoires, a perdu son sens. Le progressisme, originellement, c'est la défense du progrès social principalement. Lutter pour ce qui améliore les conditions de vie des larges masses populaires, c'est progressiste. Pour autant, ces dernières années, le terme a été revendiqué à tort et à travers par des pans de la population qui n'améliorent en rien les conditions de vie des masses. Aujourd'hui, Emmanuel Macron se revendique lui-même progressiste, et pour caricaturer, le débat médiatique autour du sujet semble opposer d'un côté les « progressistes » qui arborent des drapeaux LGBT et disent « *Black Lives Matter* » et de l'autre les « réactionnaires » qui refusent l'extension des droits des personnes LGBT et s'opposent au mouvement *Black Lives Matter*. Nous le voyons, le débat médiatique autour de ces enjeux occulte désormais totalement les questions centrales des conditions de travail, de salaires, de logement, d'études, etc.

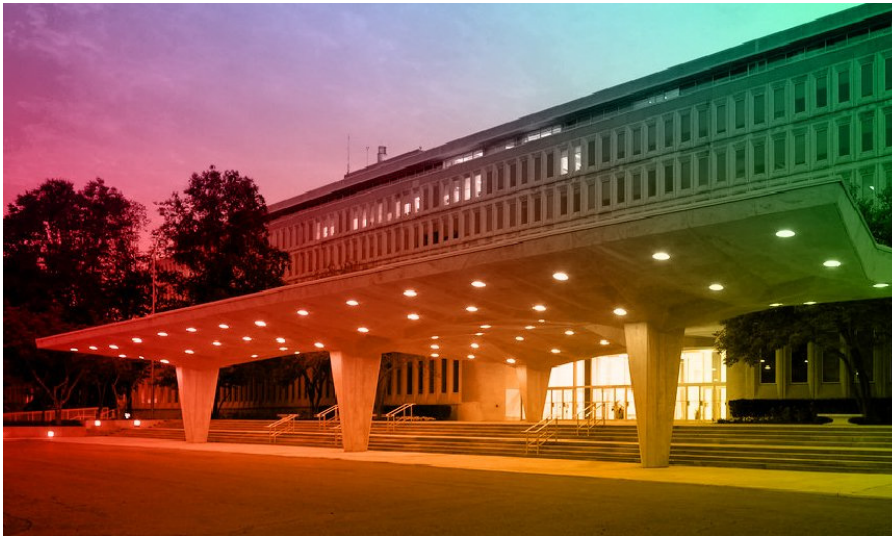
Là se trouve un aspect particulièrement pernicieux de la réactionnarisation. Que ce soit les macronistes qui affirment à tort et à travers soutenir la communauté LGBT ou l'extrême droite qui la considère comme une menace contre la famille traditionnelle, tous sont particulièrement satisfaits de voir la question occulter du débat public les questions sociales. L'extrême droite, qui revendique représenter le « peuple d'en bas » a, dans le champ médiatique, un rôle consistant précisément à détourner le « peuple d'en bas » des sujets qui le touchent au quotidien, en premier lieu desquels les conditions de vie et de travail. Que ce soit en stigmatisant la communauté musulmane ou en mettant en lumière une énième stupidité dite par une personnalité « de gauche », l'extrême droite joue donc parfaitement son rôle de détournement d'attention.

L'OPPOSITION PROGRESSISTES - RÉACTIONNAIRES : UN ENJEU GÉOPOLITIQUE

Mais l'opposition entre progressisme (entendu ici comme la défense hypocrite et intéressée des minorités ethniques et sexuelles) et réaction (entendue ici comme l'opposition aux droits de ces minorités) ne se joue pas uniquement à l'échelle de la France. En effet, depuis plusieurs années, c'est devenu un enjeu géopolitique entre les grandes puissances impérialistes.

En juin dernier, le gouvernement hongrois a décidé d'interdire la « *promotion de l'homosexualité ou du changement de sexe auprès des mineurs* ». Cette loi, portée par le gouvernement réactionnaire de Viktor Orbán, n'a pas manqué de faire réagir les grandes puissances de l'Ouest de l'Europe, qui souhaitent désormais que l'Union Européenne prenne des sanctions à l'égard de la Hongrie.

Bien-sûr, du côté de l'Union Européenne comme du côté de la Hongrie, cela n'est pas anodin. D'un côté, Viktor Orbán cherche à contenter son électorat conservateur, mais surtout à rapprocher son pays de l'impérialisme russe. De l'autre, l'Union Européenne, alliance impérialiste bénéficiant en premier lieu aux grandes puissances de l'Ouest, en tête desquelles l'Allemagne, cherche à maintenir la Hongrie dans son giron afin de ne pas laisser filer le pays dans les bras de la Russie. La polémique autour de l'illumination du stade de Munich aux couleurs LGBT lors du match Allemagne – Hongrie lors de l'Euro de football, avait précisément vocation à préparer l'opinion publique européenne à la mise en place de sanctions contre le pays. Dans cette affaire, la politique anti-LGBT de la Hongrie n'est évidemment qu'un prétexte pour une Union Européenne craignant de se faire dépasser par les impérialistes russes et chinois. En effet, la vraie raison des sanctions à venir à l'encontre de la Hongrie est le rapprochement significatif du pays avec la Russie, en témoignent les importantes livraisons de vaccins russes contre le Covid-19, ayant permis à la Hongrie d'être au cours de l'été un des pays les plus avancés de l'Union Européenne en terme de vaccination. L'Union Européenne, qui misait sur une campagne de vaccination coordonnée à l'échelle de toute l'Union, est furieuse de voir un de ses membres contracter avec une puissance ennemie. Alors, la politique réactionnaire menée par Viktor Orbán sur les questions LGBT est tout naturellement le prétexte parfait pour sensibiliser l'opi-



La CIA a récemment été nommée parmi les «entreprises qui défendent le plus l'égalité LGBTQ».

nion publique à la nécessité de punir la vilaine Hongrie pour sa proximité avec la Russie.

UNE POLITIQUE DU « DEUX POIDS, DEUX MESURES »

Bien sûr, la politique menée par les puissances impérialistes occidentales sur le sujet est différenciée selon les cas : c'est le fameux « *deux poids, deux mesures* ». À peine arrivé au pouvoir, le nouveau Président états-unien Joe Biden a demandé aux agences américaines présentes à l'étranger de « *dresser un plan d'action pour promouvoir les droits des personnes LGBTQI+ dans le monde* ». C'est l'avènement de la diplomatie LGBT, et pourquoi pas des coups d'État aux couleurs arc-en-ciel. Bien évidemment, cette diplomatie LGBT ne concerne pas tous les pays : imagine-t-on les États-Unis rompre des accords économiques avec l'Arabie Saoudite en raison de la peine de mort appliquée aux LGBT dans le pays ? Non, et pour cause, les bonnes relations avec l'Arabie Saoudite présentent un enjeu de premier ordre pour les États-Unis. D'abord car l'Arabie Saoudite, en bon larbin de l'impérialisme états-unien, s'occupe depuis des années de faire le « sale boulot » à la place de l'armée états-unienne au Moyen-Orient, en témoigne l'opération militaire au Yémen. Ensuite car la capacité à importer du pétrole saoudien présente un enjeu économique considérable pour les États-Unis. Ainsi, si Barack

Obama avait en 2014 sanctionné l'Ouganda pour ses lois anti homosexuels, en retirant au pays son statut commercial préférentiel ; il est évident que Joe Biden n'en fera pas de même avec l'Arabie Saoudite. Pour ce qui est de la Turquie, l'impérialisme états-unien applique un entre-deux : si le pays est historiquement un larbin appliquant les plans de l'OTAN (et donc des États-Unis) au Moyen-Orient, ces dernières années, le rapprochement entre Erdogan et Poutine fait craindre aux États-Unis un renversement de la diplomatie turque et la possibilité de voir le pays quitter la tutelle impérialiste états-unienne. Ainsi, en février dernier, le porte-parole du département d'État des États-Unis avait critiqué la Turquie pour les sorties LGBTphobes du Président Erdogan. Nous le voyons donc, si un pays comme l'Ouganda est immédiatement sanctionné, la Turquie est seulement la cible de remontrances qui sonnent comme un rappel à l'ordre suite au rapprochement du pays avec la Russie.

LES ONG, RELAIS DES PLANS IMPÉRIALISTES

Dans leur « diplomatie LGBT », les grandes puissances impérialistes occidentales s'appuient également sur des ONG de défense des droits des personnes LGBT. Ainsi, le fonds « *droits de l'Homme, orientation sexuelle et identité de genre* », fi-

nancé par les ministères des affaires étrangères de France et de Norvège, le département d'État des États-Unis ainsi que les ambassades du Royaume-Uni et des Pays-Bas en France, vise à « *soutenir des actions, à travers le monde, pour la réalisation des droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels de personnes victimes de discrimination en raison de leur orientation sexuelle et de leur identité et/ou expression de genre* ». Ce fonds, créé sous l'impulsion de la France en 2009 et qui apporte son soutien à différentes ONG de défense des personnes LGBT, est un exemple criant de la manière dont les ONG se retrouvent – parfois sans le vouloir ou sans en avoir conscience – à appliquer les plans des puissances impérialistes. En effet, en finançant et en contrôlant l'activisme LGBT dans de nombreux pays, les puissances impérialistes occidentales s'assurent un pied dans ces pays et la possibilité d'utiliser la cause LGBT à des fins géopolitiques, comme nous l'avons vu plus haut avec le cas de l'Ouganda ou de la Hongrie. C'est la raison pour laquelle la CIA annonce officiellement son soutien au mois de la *Pride*.

Bien-sûr, il n'y a pas que les États qui instrumentalisent la cause LGBT dans le cadre de leurs plans impérialistes. Les grandes entreprises en font de même et intègrent parfaitement leur communication « *LGBT friendly* » dans le cadre des grandes campagnes impérialistes des États occidentaux. Ainsi, nous avons encore pu le voir au mois de juin (mois des fiertés) avec de très nombreuses entreprises qui ont mis en avant le drapeau arc-en-ciel dans leur communication. Ce fut le cas de *Google, Facebook, Uber, Starbucks, IBM, BMW, Volkswagen, Siemens, Allianz, Bayer, Air France, Renault*, et bien d'autres. Pour ces entreprises, l'enjeu est double : mettre en avant l'inclusivité comme valeur du monde occidental et ainsi contribuer à en faire un élément de légitimation de l'impérialisme et gagner de nouveaux clients en s'achetant une image progressiste à peu de frais. Autrement dit, si sur la scène internationale l'impérialisme russe cherche à se positionner en défenseur de la famille traditionnelle, pour les puis-

sances impérialistes occidentales, c'est tout l'inverse, puisqu'elles tendent de plus en plus à se revendiquer protectrices des droits des minorités. En mettant en avant la cause LGBT, les grandes entreprises cherchent à défendre l'idée que les « *valeurs occidentales de liberté et d'inclusion* » sont parfaitement en phase avec l'esprit du capitalisme. Bien-sûr, cela est de l'hypocrisie pure, comme nous avons pu le voir avec Renault qui a mis son logo Twitter aux couleurs LGBT partout sauf dans les pays musulmans ainsi qu'en Russie. Pour une entreprise comme Renault, l'objectif n'est en effet pas d'aller gagner des clients « progressistes » en Russie, mais bien d'appuyer l'impérialisme français qui justifie son impérialisme par la défense des droits de l'Homme, comme il le faisait il y a cent ans en mettant en avant sa prétendue mission civilisatrice.

L'ENVIRONNEMENT, UN AUTRE PRÉTEXTE AUX MANŒUVRES IMPÉRIALISTES

Si la cause LGBT est le sujet sur lequel ces manœuvres impérialistes sont les plus grossières, ce n'est pour autant pas le seul sur lequel elles se manifestent. En effet, l'environnement est également de plus en plus utilisé comme prétexte à une image positive de l'impérialisme. Les grandes puissances, qui détruisent la planète pour le profit, mettent de plus en plus en avant la nécessité de protéger l'environnement, avec une hypocrisie immense. Nous avons pu le voir lors des différentes COP au cours desquelles les grandes puissances ont imposé aux pays dominés des objectifs d'émissions de gaz à effets de serre, objectifs que les grandes puissances n'ont jamais respectés. Plus la destruction de la planète s'accélère, plus les masses s'en indignent, et plus les grandes puissances renforcent leur tutelle sur les peuples du monde avec l'utilisation de labels verts et de discours sur la protection de l'environnement. Dans le même temps les industries polluantes sont délocalisées pour s'affranchir des normes écologiques adoptées dans les pays impérialistes, ainsi l'impérialisme accroît la



La CIA célèbre le « mois des fiertés »

destruction de l'environnement en même temps que sa domination sur les pays dits en voie de développement. Là dessus aussi les ONG sont bien souvent un relais de ces plans impérialistes.

UNE PETITE BOURGEOISIE INTERSECTIONNELLE COMPLICE DES PLANS IMPÉRIALISTES

Dans les pays impérialistes, les mouvements petits bourgeois intersectionnels, en reprenant à leur compte la communication pseudo-progressiste des multinationales et des États, se font les complices de cet impérialisme sous drapeau vert ou LGBT. En mars dernier, la CIA a publié sur YouTube une vidéo d'une de ses membres portant un t-shirt féministe et affirmant ouvertement être intersectionnelle. Reprenant à son compte le discours qu'on peut entendre dans la bouche de n'importe quel militant intersectionnel, cette membre de la CIA justifie sa place au sein de l'institution qui organise des coups d'État aux quatre coins du monde et arme des groupes génocidaires pour déstabiliser les régimes récalcitrants à leur domination. Cette évolution dans la communication de la CIA est somme toutes logique : depuis des décennies, toute la politique extérieure des États-Unis a pour justification principale la défense de « la démocratie et des droits de l'Homme », bien-sûr à grands renforts de drones d'attaque, de chars d'assaut, et de frappes aériennes tuant chaque année de très nombreuses personnes à travers le monde. En posant les

droits des LGBT comme élément cardinal permettant de jauger si un régime est respectable ou non, les intersectionnels petits bourgeois tombent dans le piège tendu par l'impérialisme pour qui les droits des LGBT ne sont qu'un prétexte et non une réelle cause à défendre sincèrement.

Sur ce sujet comme sur les autres, il s'agit en réalité d'une guerre idéologique : l'impérialisme dans sa crise tente de légitimer son pouvoir par tous les moyens, par la force comme par la persuasion. Dans notre monde ce n'est pas l'orientation sexuelle ou l'appartenance ethnique qui distingue le plus les individus, mais la classe, et la plus grande bataille est celle qui oppose une poignée d'exploiteurs à l'immense majorité de l'humanité. Les idées politiques ne sont que le reflet de cette réalité et celles qui tentent de masquer l'exploitation des travailleurs et le pillage des pays opprimés par les multinationales n'ont rien de progressiste. Sous le chantage de la lutte contre l'oppression ou de l'urgence climatique, l'impérialisme mène une vaste offensive idéologique réactionnaire. ●

SUR LES PROCÈS DU «13 NOVEMBRE»

Le 8 septembre, le procès des auteurs présumés des attentats du 13 novembre 2015 a commencé. Il va durer jusqu'à mai prochain et a nécessité une organisation gigantesque : une salle d'audience pouvant accueillir plus de 500 personnes, des dizaines de salles annexes à destination des parties civiles (plus de 1700 personnes), des centaines d'avocats, de la presse, ainsi que des piles de dossiers issues d'une enquête qui aura duré des années.

Les attentats du 13 novembre s'inscrivent dans la lignée d'autres attentats organisés par l'État Islamique ayant touchés l'Europe. Cette vague d'attentats fait suite à l'intervention militaire de la France en Syrie et en Irak, aux côtés d'une vingtaine d'autres pays dirigés par les USA.

Dans cet article, nous allons tenter de comprendre pourquoi 131 personnes sont mortes à Paris en 2015.

Une région sous la coupe des impérialistes

Le Proche Orient a connu une longue histoire de colonisation et d'intervention par les puissances occidentales, tout comme le Maghreb et le reste de l'Afrique, de l'Asie et de l'Amérique du Sud. Les nombreuses ressources naturelles de la région attirent la convoitise des grandes compagnies industrielles, en particulier le pétrole. De la moitié du 19ème siècle à aujourd'hui, les pays comme la France et le Royaume-Uni interviennent militairement, ou financièrement, pour asseoir leur influence sur la région.

Que ce soit en Syrie, en Irak ou en Iran, où aujourd'hui les questions religieuses sont mises en avant pour expliquer les conflits, la France et le Royaume-Uni rejoint plus tard par les USA la Russie et maintenant la Chine, n'ont cessé d'intervenir de manière intrusive dans les affaires des peuples, semant le chaos. Au nom de la défense de prétendus principes démocratiques, les impérialistes violent le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, génèrent un profit fabuleux concentré dans les mains d'une poignée de millionnaires.

Dès le démantèlement de l'empire Ottoman, la France et le Royaume-Uni se partagent des zones d'influences et occupent militairement la région. Durant les années 1920, la France découpe la Syrie, crée le Liban et réprime les révoltes contre l'occupation - le Royaume-Uni fait de même en Irak. Les puissances

coloniales s'appuient sur les éléments féodaux sur place qui sont privilégiés, au détriment des populations et des mouvements démocratiques qui sont matés à la fois par l'occupant et par la couche possédante locale, qui vend son pays pour maintenir sa position dans la société. Après-guerre, De Gaulle fait bombarder la Syrie et cause des milliers de morts pour garder le contrôle dans la région. En Irak, le mouvement laïc et révolutionnaire des paysans contre les propriétaires terriens est tout aussi brutalement réprimé par la monarchie instaurée par les Britanniques. En Perse, premier pays de la région à se doter d'une constitution et d'un parlement, les Britanniques ont longtemps cherché à faire main basse sur le pétrole, et après le coup d'état de 1921 qui instaure l'empire d'Iran dirigé par un Shah, ils peuvent investir librement dans le pays et accéder à ses richesses.

La suite continue d'interventions directes ou indirectes d'une poignée de pays impérialistes pour le contrôle des ressources a causé une profonde colère dans les masses. Les mouvements révolutionnaires et démocratiques ont été écrasés continuellement durant tout le 20ème siècle par les régimes mis en place au service des puissances impérialistes. Pour écraser les revendications des masses pour plus de justice, plus de droits et une amélioration de leur condition de vie avec la nationalisation des ressources, les impérialistes ont commencé à financer et soutenir les groupes féodaux et religieux. Ainsi, la CIA commence à s'appuyer sur l'islamisme dans les années 1970, pour contrer le social-impérialisme de l'URSS lors de la guerre contre l'Afghanistan. Les moudjahidines se battent alors sous bannière américaine, dans le but de contrer le soi-disant communisme, et l'Arabie Saoudite, derrière une image faussement rigoriste, est le premier laquais des américains parmi les réactionnaires arabes.

Sous la double peine du féodalisme et du colonialisme

Depuis des décennies, les impérialistes et leurs serviteurs, les États réactionnaires arabes et sionistes, font peser une double peine aux masses du Proche Orient. Ils assurent le pillage, par une poignée de multinationales, des ressources qui devraient servir au peuple à se développer et qui n'enrichissent qu'une très mince couche de grands actionnaires, de millionnaires. En inondant les pays opprimés d'investissements directs, les impérialistes les privent d'une totale et réelle indépendance, car les



profits réalisés repartent par la même voie que les investissements : vers les USA, la France, le Royaume-Uni, la Russie, la Chine, etc. Les pays opprimés ne peuvent développer leur propre capital, le capital financier des impérialistes recouvre toute la planète. Les pays appauvris sont ensuite mis sous le chantage du prêt, et ils sont alors redevables envers les impérialistes qui vivent ainsi de la rente en mettant un couteau sous la gorge des pays opprimés, leur dictant leur politique économique et encourageant l'austérité pendant que les monopoles pillent toujours plus.

D'un autre côté, les structures féodales dans cette région n'ont pas été balayées par un processus de révolutions démocratiques comme c'est arrivé en Europe au long des 18ème et 19ème siècles. Bien que ce processus ait commencé, comme en Iran ou en Égypte, les terres restent dans les mains d'une poignée de grands propriétaires fonciers qui s'associent avec d'autres vendus au sein de l'État pour garder le contrôle sur leurs terres à titre privé, s'enrichissant de la gestion du pays, tout en permettant le pillage par les impérialistes qui les arrosent de prétendues aides qui ne vont jamais à la population et ne servent qu'à corrompre de manière plus ou moins directe les commis de l'État et les propriétaires fonciers.

Dans les pays opprimés, l'émigration vers un pays plus stable et plus riche a été encouragée notamment après la 2nde Guerre Mondiale, pour que les puissances impérialistes disposent d'une main d'œuvre bon marché, à qui les travaux les plus pénibles et moins bien payés ont été confiés. Dans les métropoles impérialistes, les immigrés ont été traités comme des chiens par les patrons qui empêchent toute possibilité d'évolution de carrière ; par le harcèle-

ment policier, par un traitement médiatique injurieux. Parmi les résistants des FTP (*Franco-Tireurs et Partisans*, organe de résistance communiste en France) qui ont permis la libération du pays



pendant la 2nde Guerre Mondiale, beaucoup n'ont jamais été naturalisés français. Des bidonvilles aux banlieues, une partie de la population française a continué de subir une reproduction du modèle colonial, sur une base ethnique, puis prétendument religieuse.

La France et le terrorisme

Depuis la fin de la 2nde Guerre Mondiale, la France a continuellement été en guerre. De Gaulle a mené une guerre implacable pour maintenir l'empire colonial contre les peuples qui aspiraient à la liberté : Syrie, Vietnam, Cameroun, Algérie. Par la suite, les armées françaises ont toujours été mobilisées pour maintenir une pression constante sur les régimes indépendants de nom, mais de fait assujettis aux intérêts des monopoles français.

En 2003, les USA prétendent que l'Irak développe des armes chimiques, avec Colin Powell montrant à la face du monde un mensonge cynique, envahissent militairement le pays et instaurent un régime de pantins après avoir exécuté Saddam Hussein. Le pays sombre alors dans le chaos. En 2012, la France envahit la Libye et renverse Mouammar Kadhafi. Depuis, la Libye est la plus grande plaque tournante de l'esclavagisme moderne et du trafic d'êtres humains ; des bandes de mercenaires permettent aux monopoles de poursuivre le pillage pendant que le pays sombre dans l'anarchie. Bien que ces deux pays aient été souverains, indépendants, ils ont été envahis et leurs dirigeants exécutés par les impérialistes occidentaux. Un long travail de propagande rend envisageable de tels crimes, tandis qu'une intervention militaire syrienne ou malienne en France pour rétablir l'ordre pendant les Gilets Jaunes aurait été totalement impensable. Ce travail de l'opinion publique en faveur du pillage est possible car les grands médias sont entre les mains des mêmes pilliers qui poussent la France à engager des agressions militaires contre d'autres pays. Ce long travail de propagande passe par le matraquage

constant sur une menace terroriste, sur un prétendu « *problème musulman* ». De fait, les monopolistes encouragent la société française à croire qu'ils ont le droit de commettre des crimes partout dans le monde et d'appeler ça « *défense de la démocratie* » et « *lutte contre le terrorisme* ».

En 2014, la France participe aux bombardements et raids aériens en Syrie, alors que l'État Islamique se constitue. S'en suit une vague d'attentats qui touchent la France. Les attentats du 13 novembre 2015 sont la réponse historique à une oppression continue menée par la France dans la zone Afrique et Proche Orient. Bien que plus de 90 % des victimes des attentats islamistes dans le monde soient des musulmans, les propagandistes du régime en France agitent la menace de l'islam contre l'occident et ses valeurs. Le discours de François Hollande après les attentats du 13 novembre va parfaitement dans ce sens. Il s'agirait d'un conflit entre la civilisation occidentale et les valeurs de la France contre la barbarie, et c'est le seul thème entretenu inlassablement par les médias, les avocats et toute la sphère intellectuelle bourgeoise.

Pourtant, dès le début du procès, Salah Abdeslam a clairement annoncé : « *Moi je vous dis : on a combattu la France, on a attaqué la France, on a visé la population, des civils, mais en réalité on n'a rien de personnel contre ces gens-là, on a visé la France et rien d'autre* ». Il renchérit en évoquant François Hollande : « *Je l'ai entendu dire que nous combattons la France pour vos valeurs et vous diviser. C'est un mensonge manifeste* ». Leur but était « *Que la France subisse la même douleur* » car les « *avions français ont bombardé l'État islamique, les hommes, les femmes, les enfants* » et que « *François Hollande savait les risques qu'il prenait en attaquant l'État islamique en Syrie* ».

En refusant de parler de l'impérialisme français et ses conséquences, toute la sphère intellectuelle bourgeoise dépolitise la question des attentats et nie sciemment les crimes commis à l'étranger par la France. En Syrie les bombardements et interventions étrangères ont causé des centaines de milliers de morts parmi les civils. La réalité est dure. Salah Abdeslam demande d'ailleurs si les « *victimes en Syrie pourront aussi prendre la parole* ». Des propos qui dégoûtent les commentateurs, comme s'il était absurde de considérer la vie des syriens, et que la vie des parisiens tués de la même manière était infiniment plus précieuse. Qui dénonce les 165 000 morts causés par les interventions militaires étrangères en Afghanistan, les centaines de milliers de morts en Irak, et ailleurs ?

En réalité, l'impérialisme français est la première cause de terrorisme, dans la foulée des USA. Après avoir réprimé les mouvements démocratiques, laïques et révolutionnaires, après avoir vendu des armes, après avoir envahi des pays et renversé des gouvernements stables, les masses des pays musulmans ont été dépossédées des moyens de se défendre, et, aux pieds du murs, la religion reste l'élément fédérateur le plus important et le plus accessible. Lorsque Salah Abdeslam et d'autres avec lui décident de faire payer à la France pour tout le mal qu'elle a causé, il s'agit d'un acte profondément politique. Bien que l'État Islamique ne soit pas un facteur de libération pour les masses car il repose sur le féodalisme, et qu'il est prêt à faire affaire avec les impérialistes (nous l'avons vu avec Lafarge entre autres), il est aux yeux de beaucoup un moyen de lutte. La lutte contre l'impérialisme français est un acte politique dans lequel la religion n'occupe finalement qu'un rôle secondaire. Tant que des organisations véritablement révolutionnaires n'auront pas vu le jour pour mener des luttes de libération nationales dans les pays opprimés et renverser la couche parasitaire de bureaucrates et de propriétaires fonciers au service des impérialistes étrangers, les masses arabes continueront de porter un terrible fardeau sur leurs épaules au bénéfice de la bourgeoisie française, américaine, anglaise, russe ou chinoise.

Le procès du 13 novembre, en élevant l'aspect politique soulevé par Salah Abdeslam, passe à côté de la seule possibilité pour les familles des victimes de comprendre d'où vient leur douleur, et entretient le mensonge honteux d'un choc des civilisations au profit de la politique agressive et criminelle de la France contre les peuples de par le monde. Ces attentats n'ont été qu'un retour de flamme à très petite échelle, et malheureusement ce sont toujours des innocents qui en sont les victimes, jamais les responsables, car pour une raison ou une autre les attentats islamistes ne ciblent jamais les responsables militaires ni les agents de l'impérialisme, seulement des gens qui, comme en Syrie ou en Libye, ne demandaient qu'à vivre tranquillement malgré les difficultés du quotidien.

Les crimes des impérialistes eux, restent impunis, et par ce procès ils s'en lavent les mains après avoir tué des millions de personnes dans le monde depuis des décennies.

Nous pensons qu'il est urgent de développer un mouvement pour la paix qui dénonce les crimes de l'impérialisme français et fasse le procès de ses guerres, dans lequel les familles des victimes des attentats pourront demander de véritables comptes à l'État français. ●

LA LUTTE RÉVOLUTIONNAIRE AU BRÉSIL

Nous publions cette tribune écrite par le **Comité Nouveau Brésil (CNB)** expliquant les bases de la lutte révolutionnaire en cours au Brésil. Pour en savoir plus sur le CNB, rendez-vous sur le site :

comitenouveaubresil.wordpress.com

Depuis mi-avril, une grande campagne internationale se déploie en solidarité avec les paysans révolutionnaires au Brésil, particulièrement en Amazonie occidentale. Des actions sont menées aux quatre coins du globe et sur tous les continents pour faire connaître et défendre la juste lutte pour la terre et la démocratie, en cours au Brésil. Pourquoi cette campagne est-elle si importante ? Pourquoi est-elle suivie dans le monde entier ? Qu'est-ce que la *Ligue des Paysans Pauvres*, qui prend une influence considérable depuis plusieurs mois ? C'est ce que nous allons tenter d'expliquer, pour que chacun puisse comprendre les enjeux de ce qui se passe au fin fond de l'État de Rondônia.



Des paysans de la LCP réunis lors d'une occupation de terres, 2020

Au Brésil, la lutte pour la révolution se déploie depuis des dizaines d'années. La situation du pays, tant économiquement que socialement, s'aggrave de jour en jour. Déjà, lors des « *journées de juin* » 2013, où des millions de manifestants étaient sortis dans la rue et où des émeutes violentes avaient éclaté pendant plusieurs jours, on pouvait deviner la suite des événements. Avec l'approfondissement de la crise générale, la crise politique a fini par pointer le bout de son nez lorsque Jair Bolsonaro, représentant de l'extrême-droite, a été élu président en 2018. Dès lors, la répression sur les militants et activistes s'est accrue, le débat public s'est clivé et les mouvements de protestation se sont encore plus intensifiés : ils sont maintenant très réguliers, et s'organisent notamment sous le mot d'ordre « *Bolsonaro dehors !* ».

Durant tout ce temps, la vie du peuple brésilien est devenue plus difficile chaque jour.

Dans les fameuses *favelas*, où sont entassés en masse hommes, femmes et enfants, les tueries de la police sont fréquentes. Le massacre commis à Jacarezinho il y a quelques mois, où la police a abattu une vingtaine de personnes lors d'une opération sanglante, en est la parfaite illustration.

À la ville, les défenseurs des droits démocratiques, les avocats du peuple, les professeurs qui rejettent l'ordre établi et les ouvriers qui combattent pour un meilleur avenir sont attaqués par un

État de plus en plus militarisé, qui traque les militants et les persécute.

Enfin, et principalement, l'accaparement de plus en plus de terres par une extrême minorité de grands propriétaires terriens, au grand dam de millions de paysans sans terre ou très pauvres, s'est accentuée plus que jamais. C'est le problème principal au Brésil, la contradiction fondamentale de tous les pays opprimés, notamment en Amérique du Sud.

Aujourd'hui, 1 % des propriétaires possèdent la moitié des superficies rurales du pays, et les familles de paysans sont poussées à travailler au compte des propriétaires suivant la logique du servage féodal, ou bien contraintes de s'ajouter aux millions de personnes dans les bidonvilles. Nous le voyons bien, la lutte révolutionnaire au Brésil doit forcément passer par la lutte pour la terre pour triompher.

Et cette lutte pour la terre, une organisation particulièrement la porte, sous le slogan « *La terre à ceux qui la travaillent !* » : la *Ligue des Paysans Pauvres* (Liga dos Camponeses Pobres – LCP).

La LCP trouve ses origines dans la « *Bataille de Santa Elina* », une attaque de la police militaire sur un camp d'occupation de terres, qui a coûté la vie à 12 paysans le 9 août 1995. Les survivants de l'occupation ont alors fait le serment de se battre toute leur vie pour éradiquer le système des grands pro-

priétaires terriens (appelé *latifundio*) et faire la révolution jusqu'au bout :

« *Nous jurons par le sang versé de nos camarades de la ferme de Santa Elina, de porter la lutte pour la terre, la démocratie, la justice et le travail jusqu'à la victoire finale, à n'importe quel prix.* »

Quelques mois plus tard, la Ligue était née. Depuis, elle est présente partout dans l'immense pays qu'est le Brésil. Elle organise des millions de paysans en rompant avec tout ce qui avait fait la faillite des mouvements paysans précédents : l'opportunisme, l'absence de combativité et la conciliation avec les propriétaires. Aujourd'hui, cette organisation paysanne est la continuatrice des ligues paysannes d'antan, elle est le fer de lance de la révolution au Brésil.

Depuis quelques mois, la Ligue des Paysans Pauvres est la cible principale du gouvernement brésilien et de Jair Bolsonaro. Les paysans révolutionnaires sont considérés comme « terroristes », car ils attaquent le vieil État brésilien et osent rendre les coups qui leurs sont portés. Rappelons que des milliers de paysans en lutte meurent dans les « conflits agraires » chaque année, tués par des *guaxebas* ou *pistoleiros* à la solde des propriétaires. La police militaire et le gouvernement de Rondônia s'évertuent depuis des mois à tenter de briser les organisations locales de

la Ligue en Amazonie Occidentale. Ils menacent constamment les camps d'occupations de terres, où vivent des centaines et milliers de familles, de génocide et de massacres de masse. Face à cela, la LCP s'organise et ne se laisse pas faire, continuant de se développer malgré le harcèlement constant de la part des réactionnaires.

A l'intérieur des zones contrôlées par la LCP, c'est une véritable société nouvelle qui est en germe. Tout d'abord, un embryon d'État existe : l'Assemblée Populaire (AP) à laquelle tout le monde est convié, prend les décisions importantes et élit un Comité de Défense de la Révolution Agraire (CDRA) qui a pour fonction de faire appliquer ce qui est décidé. C'est un véritable pouvoir politique, un nouveau pouvoir. A côté de cela, la LCP construit des écoles, des lieux de santé, électrifie les régions qui ne le sont pas... Dans les camps, les drogues sont totalement proscrites, notamment l'alcool ! C'est un aspect très important dans un pays où les drogues en tout genre font des ravages, et cela montre le niveau d'organisation et de discipline des paysans. Mais plus important que tout : la LCP organise d'ores et déjà la production, en répartissant les terres selon les besoins de chacun et développant des fermes collectives. Par-là, les paysans révolutionnaires s'attaquent au cœur du système, et brisent, coup après coup, le vieux système semi-féodal.

Voilà pourquoi la campagne internationale pour la défense de la LCP et du mouvement révolutionnaire au Brésil en général prend tant d'importance. Ces paysans rejetés par le capitalisme bureaucratique, réduits à travailler comme des bêtes pour survivre, sont en train de faire trembler l'ordre établi. Ces gens qui ne possèdent rien sont en train de se lever contre un monde qui n'apporte que la misère ! Ils portent au bout de leurs bras le nouveau monde. Aujourd'hui, nous sommes dans un processus général où la révolution est la tendance principale : partout dans le monde, les masses se révoltent et les anciens dirigeants vont tomber les uns après les autres. Nos camarades du Brésil sont la pointe la plus avancée de ce mouvement international, nous nous devons d'être côte-à-côte avec eux dans leur lutte, comme ils sont solidaires de la nôtre. Le Comité Nouveau Brésil est un de nos moyens pour manifester notre internationalisme sans faille.

N'ayons aucun doute : dans le futur proche, nous entendrons beaucoup parler des paysans révolutionnaires du Brésil.

« Qui vivra, verra ! » ●

PÉROU : MORT DU PRÉSIDENT GONZALO

Nous vous partageons ici un texte que nous avons reçu sur notre boîte mail de la part de révolutionnaires de France, suite au décès du Président Gonzalo, dirigeant de la révolution au Pérou. Une vidéo a été publiée sur nos réseaux sociaux et notre site.

Apprenons du Président Gonzalo !

« *Peur ? Je crois que c'est une contradiction, avoir peur et ne pas avoir peur, le problème est de saisir l'idéologie et de fortifier en nous le courage.*

C'est l'idéologie qui nous rend courageux, qui nous permet de n'avoir pas froid aux yeux.

A mon avis, personne ne naît courageux ; c'est la société, la lutte de classes, le prolétariat, le Parti et l'idéologie qui nourrissent le courage des communistes.

Quelle pourrait être la plus grande crainte ? Mourir ?

Je crois, comme matérialiste, que la vie s'achève un jour, et ce qui prédomine en moi, c'est l'optimisme et la conviction que la tâche que j'accomplis, d'autres la continueront jusqu'à l'accomplissement de notre tâche définitive : le communisme ; car la crainte que je pourrais avoir, serait que notre tâche ne soit pas continuée, mais cette crainte s'estompe quand on a confiance dans les masses.

La pire crainte, en fin de compte, c'est de n'avoir pas confiance dans les masses, de se croire indispensable, le nombril du monde, je crois que c'est cela ; et si on est formé par le Parti, avec l'idéologie du prolétariat, le maoïsme principalement, alors on comprend que ce sont les masses qui font l'histoire, que c'est le parti qui fait la révolution, que la marche de l'histoire est définie, que la révolution est la tendance principale. Alors, la peur s'estompe et il ne reste que la satisfaction d'être une pierre parmi les autres pierres, qui servira à instaurer les bases pour qu'un jour le communisme brille et illumine toute la Terre. »

Interview du Président Gonzalo par le journal El Diario, juillet 1988

Le 11 septembre 2021, le vieil État Péruvien a annoncé la mort en prison de Abimael Guzmán Reynoso, le Président Gonzalo, dirigeant du Parti Communiste du Pérou, de la révolution péruvienne et combattant du prolétariat international, enfermé dans les conditions les plus extrêmes et les plus monstrueuses depuis 1992. Nous perdons un des plus grands révolutionnaires du monde.

Cela faisait donc 29 longues années que le Président Gonzalo vivait en isolement total, coupé du monde extérieur, dans une petite cellule, dans des conditions extrêmes. Cela faisait 29 longues années que l'État réactionnaire péruvien, appuyé par la CIA des Etats-Unis, propageait les mensonges de soi-disant « lettres de paix » et « accords de reddition », tentant de faire croire aux peuples du monde entier que le dirigeant de la Guerre Populaire au Pérou avait renoncé à son engagement, avait baissé le drapeau de la révolution. Cela faisait 29 longues années que la classe des exploités au Pérou, aidé dans son entreprise par les rats capitulationnistes du MOVEDEF, déployait son plan d'assassinat lent et silencieux du plus grand marxiste vivant sur Terre !

Principalement, cela faisait 29 années que les véritables révolutionnaires n'étaient pas dûpes, et ne croyaient pas les mensonges proférés par les plus grands assassins et fiefés voleurs sur la personne d'Abimael Guzman. Cela faisait aussi 29 années que le Président Gonzalo avait transformé sa cellule de prison en une tranchée de combat héroïque ! Cerné de tous les côtés par les réactionnaires, le Président Gonzalo n'a jamais renoncé, il n'a jamais baissé le drapeau rouge !

LE PRÉSIDENT GONZALO A LEVÉ PLUS HAUT LE DRAPEAU ROUGE DE LA RÉVOLUTION !

Ce drapeau rouge, le camarade Gonzalo l'a défendu alors que les révisionnistes et

tous les faux communistes, au Pérou comme dans le monde entier, avaient le vent en poupe. A cette époque, le capitalisme « triomphe », certain d'avoir anéanti la révolution avec la chute de l'Union Soviétique révisionniste. Le camarade Gonzalo fut l'initiateur le plus remarquable de la reconstitution du Parti Communiste du Pérou, qui avait été saboté et détruit de l'intérieur par le révisionnisme, en formant la Fraction Rouge du PCP, qu'il a dirigé pendant des années de manière juste, la développant toujours plus.

Le camarade Gonzalo, devenu Président du Parti, a amené la Fraction Rouge à son objectif : en mai 1980, le PCP reconstitué lançait la Guerre Populaire Prolongée contre l'Etat péruvien et pour la révolution socialiste, attaquant des bureaux de votes pour les élections générales alors en cours. La Guerre Populaire est arrivée jusqu'à un équilibre stratégique avec l'Etat péruvien, puis a subi des difficultés suite à la capitulation et à la trahison de membres du Parti. Néanmoins, aujourd'hui encore, la Guerre Populaire au Pérou continue de se développer ! Le Président Gonzalo a formé des générations de communistes dans son sillon, par son action au service du peuple, et cette action ne peut être effacée, même par les mensonges les plus éhontés.

Notamment, le Président Gonzalo a synthétisé la manière de faire la révolution dans son pays, c'est ce qu'on appelle la Pensée Gonzalo. Ce sont tous les enseignements du dirigeant sur les lois concrètes de la révolution péruvienne, comprises par Gonzalo à la lumière de l'expérience de la lutte de classes dans le pays et du marxisme. C'est une chose inestimable pour le peuple péruvien, car sans application concrète du marxisme à une réalité concrète – celle d'un Pérou opprimé par l'impérialisme, celle d'un pays semi-colonial semi-féodal -, alors il ne peut y avoir de grand changement, il est impossible d'arriver à la conquête du pouvoir.

Enfin et principalement, le Président Gonzalo et le PCP sont à l'origine de la synthèse du maoïsme comme troisième, nouvelle et supérieure étape du marxisme. Avec l'action de Mao Zedong et du PC de Chine, puis celle du PCP et du Président Gonzalo, le marxisme - déjà devenu marxisme-léninisme par le passé par l'action des camarades Lénine, Staline et du PC de l'Union Soviétique - est devenu marxisme-léninisme-maoïsme. Il fut enrichi de nouveau, dans ses trois piliers que sont la philosophie marxiste, l'économie politique marxiste et le so-



Le Président Gonzalo

cialisme scientifique. En cela, les apports du Président Gonzalo et du PCP à la révolution prolétarienne mondiale sont inestimables, ils sont gravés à jamais dans l'histoire de l'humanité qui lutte pour sa libération !

Dans notre situation actuelle, l'offensive de la révolution prolétarienne mondiale, toutes les contradictions s'affirment et les peuples du monde se soulèvent dans de grandes vagues de révoltes de plus en plus grande. En cela, tout ce que le Président nous a enseigné se confirme dans la pratique, et alors que le chef des services secrets péruviens affirme qu'il faut « enterrer la Pensée Gonzalo », nous réaffirmons haut et fort que la Pensée Gonzalo est juste et correcte, et que nous reconnaissons les apports de validité universelle au marxisme du Président Gonzalo.

QUE FAUT-IL RETENIR DU PRÉSIDENT GONZALO ?

Le Président Gonzalo était l'exemple de ce qu'est un communiste : une personne qui lutte toute sa vie pour la libération de son peuple du joug de l'impérialisme et du capitalisme. Il est de la trempe des plus grands révolutionnaires, de ceux qui n'abandonnent pas et ne renoncent pas, même sous la plus grande des tortures.

Le Président Gonzalo nous a enseigné que nous, révolutionnaires, nous devons avoir un optimisme sans faille, peu importe les obstacles qui se dressent et se dresseront encore devant nous.

Peu après son arrestation, le 24 septembre 1992, les forces de l'État péruvien ont voulu humilier Abimael Guzman et l'ont présenté vêtu d'un habit de prisonnier à rayures complètement caricatural, enfermé dans une cage comme

un animal au zoo, à la vue des médias du monde entier. Par-là, ces assassins voulaient faire comprendre que la Guerre Populaire était vaincue, que le dirigeant était tombé et que c'en était fini de la lutte du peuple péruvien. Mais le Président Gonzalo a complètement retourné la situation : depuis la cage où on l'avait enfermé, il a délivré un puissant discours de combat, appelant le peuple péruvien et les peuples du monde entier à se lever, réaffirmant la Guerre Populaire plus que jamais. Ce discours, magistral, doit être l'image que nous devons tous retenir du dirigeant de la révolution péruvienne : celle d'un combattant du peuple, d'un homme qui a donné sa vie pour la révolution et qui a fait preuve d'une détermination sans faille.

Retenons et ayons tous en tête le poing de fer du Président Gonzalo, et ce qu'il affirme alors :

« Camarades du Parti Communiste du Pérou ! Combattants de l'Armée Populaire de Guérilla ! Peuple péruvien !

Nous vivons des moments historiques, chacun de nous sait qu'il en est ainsi, ne nous laissons pas tromper.

En ce moment nous devons déployer toutes nos forces pour affronter les difficultés, poursuivre la réalisation de nos tâches et atteindre les objectifs, remporter les succès, la victoire. Voilà ce qu'il faut faire.

Nous sommes ici les fils du peuple et nous combattons dans ces tranchées de combat, nous le faisons parce que nous sommes communistes ! Parce que nous défendons les intérêts du peuple, les principes du Parti, la guerre populaire, voilà ce que nous faisons, ce que nous sommes en train de faire et ce que nous continuerons à faire ! »

Nous appelons toute personne ou groupe solidaire de la révolution péruvienne et de la lutte contre l'impérialisme et le capitalisme à honorer, par toutes les initiatives possibles, le Président Gonzalo et ce qu'il nous a laissé.

Honneur et gloire à Abimael Guzman, le Président Gonzalo !

Mort aux assassins du vieux monde ! À bas l'impérialisme et tous les réactionnaires !

Vive le Président Gonzalo, chef du parti et de la révolution ! Vive le Parti Communiste du Pérou ! Vive la victorieuse et invincible Guerre Populaire !

Vive le marxisme-léninisme-maoïsme, principalement le maoïsme ! Apprenons du Président Gonzalo !

Des communistes de France ●

AUX QUATRE COINS DU MONDE, LES MASSES SE RÉVOLTENT !

Cette année 2021, qui n'est pas encore terminée, a été, comme les années précédentes, riche en luttes et en révoltes. Du Sénégal au Liban en passant par la Colombie et la Palestine, aux quatre coins du monde, les peuples se sont soulevés face à l'injustice, face à l'impérialisme, face à la violence du système dans lequel nous vivons.

Le Covid-19 a accentué les inégalités entre les grandes puissances impérialistes et les pays dominés. Au sein des différents pays, le Covid-19 a également accentué les inégalités entre les larges masses populaires et la minorité de riches parasites qui s'en mettent plein les poches en suçant le sang du peuple. Cependant, et c'est là un enseignement de l'histoire, partout où il y a oppression, il y a résistance. Face à la détérioration de leurs conditions de vie, face à une augmentation inexorable de la violence d'un système économique à bout de souffle, les peuples ne se laissent pas faire.

Cette année, nous avons pu observer cela en différents endroits du monde. Comme toujours, ce sont les pays dominés par l'impérialisme qui ont été le cœur de ces grandes révoltes, ciblant, bien souvent, directement les puissances dominantes étrangères comme ennemies des peuples.

Ainsi début mars, au Sénégal, un immense mouvement populaire a ébranlé le pouvoir soumis à l'impérialisme français. Des centaines de milliers de sénégalais sont descendus dans la rue et ont affronté les forces de répression. Les entreprises françaises, accusées par la population de piller le pays et d'exploiter le peuple sénégalais, ont particulièrement été ciblées. Des magasins *Auchan* ou encore des boutiques *Orange* et *Free* ont été pillés et incendiés par le peuple en colère. Il faut dire qu'au Sénégal comme dans toute l'Afrique de l'Ouest, ces grandes entreprises participent directement à la domination française sur la région et s'en mettent plein les poches en prenant toutes les parts de marché. Si le mouvement de révolte est parti de l'incarcération de l'opposant politique Ousmane Sonko, les revendications ont très vite évolué vers une contestation globale du régime corrompu, à la solde de l'État français et incapable d'endiguer l'importante pauvreté qui frappe le pays. Dans le cadre de ce mouvement, les forces anti-impérialistes, et notamment le mouvement *FRAPP France Dégage*, ont été à l'avant garde de la contestation. Si les forces de répression sénégalaises ont, pour faire taire la contestation, assassiné au moins 13 contestataires, le mouvement a néanmoins réveillé l'immense colère du peuple sénégalais face à son régime et à l'impérialisme.

La Colombie, pays sous la domination sanglante de l'impérialisme états-unien, a également connu un important vent de révolte en cette année 2021. Depuis la fin avril, des manifestations monstres, des émeutes et des occupations ont lieu dans tout le pays. Les masses colombiennes, toujours mobilisées aujourd'hui, sont au départ descendues dans la rue pour contester la réforme fiscale du Président libéral Yvan Duque, l'arbin de l'impérialisme états-unien. Cette réforme, visant à taxer toujours plus les masses, a été vécue comme un affront dans un pays où la gestion du Covid-19 a fait drastiquement augmenter la pauvreté. L'abandon de la réforme, au bout d'une semaine de mobilisation, n'a pas suffi à calmer la légitime colère du peuple, et depuis le mois de mai, les manifestations ciblent désormais le régime dans son intégralité. En effet, les protestataires n'en peuvent plus des inégalités, de la pauvreté, mais également des réformes anti-sociales mises en place par le gouvernement dans le but de démanteler les services publics de santé et d'éducation. Le gouvernement, acculé par la puissance du soulèvement, a rapidement envoyé l'armée et la police réprimer les

révoltes. Au total, ce sont 74 personnes qui ont été tuées entre avril et juin dans le pays, la plupart assassinées par les forces de répression colombiennes. À Cali, épicerie de la contestation, la police et l'armée se sont montrées particulièrement violentes, tirant à balles réelles dans la foule. Mais c'est à Popayán, dans le Sud-Ouest du pays, qu'une affaire sordide a définitivement montré le vrai visage des forces de répression colombiennes. Dans cette ville, une jeune manifestante de 17 ans a été arrêtée et violée par plusieurs policiers. Suite à cela, la jeune femme s'est suicidée, faisant encore augmenter le niveau de colère des masses colombiennes. Comme au Sénégal, les mobilisations en Colombie ont laissé des traces indélébiles et montré la voie à la jeunesse du pays, plus que jamais déterminée à lutter.

Pour ce qui est de l'horreur impérialiste, le Liban n'est pas en reste. Le pays, dominé économiquement et politiquement par la France et régulièrement cible d'agressions militaires israéliennes, est touché par une crise sans précédent : crise de régime, crise économique, crise sociale. Fragilisé économiquement par le Covid-19 et l'explosion du port de Beyrouth, le nord du pays a connu au mois de janvier 2021 un important vent de révolte. Désespérés face à une situation devenant invivable et condamnés à l'extrême pauvreté par les mesures mises en place contre le Covid-19, les masses de Tripoli, seconde ville du pays, sont massivement descendues dans la rue au mois de janvier. Des affrontements importants ont eu lieu pendant plusieurs jours et plusieurs bâtiments administratifs ont été incendiés. Les protestataires ont également ciblé les banques, notamment étrangères, accusées de porter une responsabilité dans la situation. Ce mouvement de révolte, naissant du grand désespoir des couches les plus pauvres du nord du Liban, démontre que même face à une situation paraissant parfois désespérée, les masses luttent intensément car le renversement du système est la seule lueur d'espoir.

Le Liban n'est pas le seul pays du Moyen-Orient à avoir été touché par de grandes révoltes cette année. Les masses de Palestine, occupée depuis des décennies par Israël, ont montré une grande détermination à lutter contre l'occupant. En effet, au cours de l'été, c'est la volonté des autorités israéliennes d'expulser des familles palestiniennes du quartier de Sheikh Jarrah, dans l'est de Jérusalem, qui a mis le feu aux poudres. D'immenses manifestations populaires ont eu lieu à Jérusalem, en Cisjordanie, mais aussi dans les « villes mixtes » d'Israël, comme Lod par exemple, où vivent encore de nombreux arabes palestiniens. Face à cette situation, l'État d'Israël a décidé de lancer une grande offensive contre la résistance palestinienne, particulièrement dans la bande de Gaza. Le Hamas et le Jihad islamique palestinien, deux groupes armés de la résistance palestinienne, ont riposté durant onze jours aux bombardements incessants de l'occupant israélien en tirant des salves de roquettes en direction d'Israël. Finalement, face à une résistance déterminée, Israël a mis fin à son opération. Pour les masses palestiniennes, c'est une immense victoire : soutenues dans le monde entier, elles auront montré leur capacité à résister face à l'armée israélienne, et elles auront envoyé un message net à Israël : toute tentative d'expulsion des habitants du quartier de Sheikh Jarrah fera l'objet d'une importante riposte.

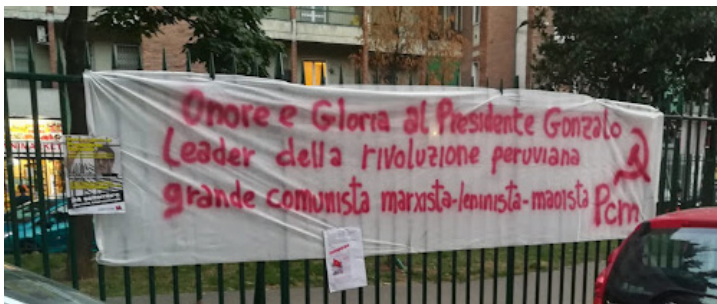
Les révoltes de l'année 2021, qui auront touché bien d'autres pays que ceux cités dans cet article, auront une fois de plus démontré que les masses ne cessent jamais de lutter et qu'une victoire face au système dans lequel nous vivons est possible. À l'époque du pourrissement de l'impérialisme, qui emporte dans la tourmente des peuples entiers, la résistance populaire se renforce et constitue la seule solution. ●

BRÈVES INTERNATIONALES

MORT DU PRÉSIDENT GONZALO

Le 11 septembre 2021, le Président Gonzalo, chef de la révolution péruvienne, est décédé en prison après des dizaines d'années d'isolement. À cette occasion, les révolutionnaires du monde entier se sont unis sous le slogan : «*Honneur et Gloire au Président Gonzalo !*». Compilation en quelques images non exhaustives du Brésil, Equateur, Colombie, Autriche, Chili, Allemagne, Galicie, Italie, Etats-Unis, Norvège, Mexique, Bangladesh, Irlande... ●





SANDRA LIMA, UNE GRANDE DIRIGEANTE RÉVOLUTIONNAIRE

Sandra Lima, décédée en juillet 2016, était une grande femme révolutionnaire au Brésil, fondatrice de plusieurs mouvements et dirigeante de nombreuses luttes. Nous lui rendons hommage et nous invitons à apprendre de son exemple à travers ce texte.

(Des parties de cet article proviennent du journal révolutionnaire et démocratique brésilien A Nova Democracia).

« Toute personne doit mourir un jour, mais toutes les morts n'ont pas la même signification. Un écrivain de la Chine antique, Sema Tsien, disait : « certes, les hommes sont mortels ; mais certaines morts ont plus de poids que le mont Taichan, d'autres en ont moins qu'une plume. » Mourir pour les intérêts du peuple a plus de poids que le mont Taichan, mais se dépenser au service des fascistes et mourir pour les exploiters et les oppresseurs a moins de poids qu'une plume. Le camarade Tchang est mort en servant les intérêts du peuple, et sa mort a plus de poids que le mont Taichan. »

Mao Zedong, *Servir le Peuple*, 1944

QUI ÉTAIT SANDRA LIMA ?

Née dans le Minas Gerais au Brésil, Sandra Lima déménage à Belo Horizonte dans les années 1970. Elle fait une partie de ses études secondaires au *Colégio Estadual Central*, un lieu important de la résistance au régime militaire fasciste.

Elle connaît alors son premier contact avec le travail de masse en 1976, lorsqu'elle commence à fréquenter Lindéia, un quartier populaire aux confins des villes de Belo Horizonte, Ibirité et Contagem. Elle s'intègre rapidement à la vie communautaire, manifestant, dans toute sa jeunesse, la perspicacité et la combativité qui la marqueront comme une future militante révolutionnaire. Elle y a aidé à organiser des cours d'alphabétisation pour adultes et des activités culturelles pour les jeunes prolétaires ; elle a participé activement à la construction d'un centre médical et à des manifestations pour demander au maire de Belo Horizonte de réduire les impôts et d'améliorer les transports et l'assainissement dans le quartier. C'est en travaillant à Lindéia que Sandra a étudié l'ouvrage qui allait l'éveiller à la lutte contre l'oppression des femmes : *L'origine de la*

famille, de la propriété privée et de l'État, du grand leader du prolétariat international, Friedrich Engels.

À la fin des années 1970, elle rejoint le Mouvement Révolutionnaire du 8 octobre, le MR-8. Elle se consacre alors entièrement à la révolution et à la lutte contre le

régime militaire fasciste. Avec des membres du mouvement ouvrier militant, elle dirige la grève de l'aciérie de Mannesmann et contribue à ce que, en août 1979, les rues de la capitale du Minas Gerais soient prises d'assaut par quelque 30 000 ouvriers du bâtiment en grève.

Dans les années 1980, elle commence à parcourir plus en profondeur les chemins importants de la lutte contre l'oppression des femmes. Sandra encourage alors ses compagnons à se mettre en première ligne dans cette lutte exigeante et révolutionnaire. C'est dans cet esprit qu'elle se lance dans la construction de la *Fédération des Femmes* du Minas Gerais, créée en 1984, et qu'elle en assume la présidence.

En mars 1995, elle rejoint un groupe de militants révolutionnaires qui ont rompu avec le national-réformisme du MR-8, et à partir de ce moment-là, Sandra se consacre plus profondément à la tâche ardue et collective de forger les chemins sinueux de la révolution brésilienne.

Après la bataille de Santa Elina (connue sous le nom de massacre de Corumbiara en Europe, 1995), dans la municipalité de Corumbiara, Rondônia, le mouvement (crucial) de solidarité avec les occupations de terres a été coordonné par Sandra Lima, qui était également chargée d'articuler le réseau de soutien médical aux familles dans les camps.

En 1999, elle a travaillé intensément au soutien et à l'organisation des femmes prolétaires de la Vila Bandeira Vermelha, dans la ville de Betim, Minas Gerais. Elle a vécu et combattu avec les familles. Le 26 avril de cette année-là, lors de l'attaque sanglante de la Vila par les forces de répression, organisée par le maire de la ville de l'époque, Jésus Lima, les femmes ont joué un rôle important.



Sandra Lima donnant un discours



Des militantes du MFP rendant hommage à Sandra Lima

Dirigeante du *Mouvement Féminin Populaire* (MFP), une organisation fondée en 2000, Sandra Lima a été l'une des principales formulatrices de la ligne du mouvement révolutionnaire des femmes brésiliennes. Elle a été une pionnière de ce détachement des femmes les plus avancées, les plus conscientes, les plus rebelles, les plus déterminées à ne pas accepter l'oppression millénaire qui s'abat sur elles.

Elle a mené d'innombrables actions pour célébrer la Journée internationale des femmes prolétaires (le 8 mars) ; elle a participé à des grèves militantes ; elle a impitoyablement dénoncé le caractère de mascarade des élections réactionnaires. Elle a participé à des congrès de paysans et à des assemblées d'étudiants en soulignant toujours l'importance de former des femmes en tant que militantes et, surtout, en tant que cadres dirigeants maîtrisant l'idéologie du prolétariat afin qu'elles puissent ainsi servir la révolution dans le pays et la révolution mondiale.

Admiratrice de la littérature et de l'art faits par le peuple, elle encourageait les jeunes à lire les classiques du marxisme et, à certaines occasions, elle écoutait et chantait des chansons révolutionnaires et populaires avec ses camarades et amis. De sa voix lumineuse, elle combattait les ennemis de classe, exhortant le peuple à se battre et à se soulever contre toute oppression.

Mère révolutionnaire, elle s'est efforcée de faire en sorte que ses enfants comprennent, participent et soutiennent sans réserve les luttes des masses dans le pays et dans le monde.

Militante internationaliste, elle a agi pour la défense du peuple palestinien, de la résistance héroïque des peuples d'Irak et d'Afghanistan, pour la défense des guerres populaires au Pérou, en Inde, aux Philippines et en Turquie. Elle a également défendu inlassablement les luttes de libération nationale des peuples contre l'impérialisme, et les guerres impérialistes.

Elle a aussi mené la campagne nationale pour la punition des commanditaires et des exécutants de la torture, des meurtres et des disparitions forcées du régime militaire fasciste. Le MFP, sous sa direction, a mené des protestations mémorables en répudiation du coup d'État de 1964.

Dans les journées d'émeutes de 2013 et 2014, lorsque la jeunesse combattante s'est soulevée contre le système d'exploitation et, en particulier, contre la farce menée par la Fifa, le drapeau flamboyant du MFP était toujours présent dans les premiers rangs. Celle qui le tenait haut et fort était une jeune femme formée par Sandra Lima.

Sa vie et son exemple sont indé-

lébiles et resteront gravés en lettres d'or dans le panthéon des héros du peuple brésilien lors du triomphe de la révolution dans le pays.

La camarade Sandra Lima a consacré sa vie à la révolution brésilienne. Elle a passé plus de 40 ans de militantisme à organiser les masses dans les quartiers prolétaires et les usines, dans la lutte pour le logement, dans la lutte pour la terre, avec le mouvement ouvrier et syndical de classe.

Elle s'est consacrée à la construction du *Mouvement Féminin Populaire* dans différentes régions du pays, notamment dans les campagnes. Dans ses discours, elle a toujours insisté sur la nécessité pour les femmes du peuple de se jeter dans la lutte, côte-à-côte avec leurs camarades et de se former comme cadres révolutionnaires maîtrisant l'idéologie du prolétariat, pour accomplir les tâches de la Révolution de Nouvelle Démocratie au Brésil.

Altruiste, elle ne s'est jamais résignée face à ses problèmes de santé. Elle s'est consacrée sans réserve à la mobilisation, la politisation et l'organisation des masses.

Nous nous souvenons et mettons en avant l'exemple rayonnant de vivacité, de combativité et d'optimisme toujours débordant de la camarade Sandra Lima, afin que, comme elle nous l'a toujours enseigné, nous puissions convertir notre douleur et notre indignation en une plus grande détermination à lutter pour l'émancipation complète des peuples du monde.

**Camarade Sandra :
présente dans la lutte !**

**Réveillons la fureur
révolutionnaire des
femmes ! •**

SOUTENEZ LA PRESSE INDÉPENDANTE, DÉMOCRATIQUE ET RÉVOLUTIONNAIRE, SOUTENEZ NOUVELLE ÉPOQUE !

Existe-t-il une « pluralité des médias » en France ?

Non ! c'est un gigantesque monopole qui diffuse au quotidien la même vision du monde, conforme aux intérêts des grands patrons et des multinationales.

Les médias appartiennent à quelques milliardaires ou grandes familles : Martin Bouygues (Groupe TF1), Xavier Niel (Le Monde), famille Dassault (Le Figaro), Bernard Arnault (Le Parisien), Vincent Bolloré (Groupe Canal+), Patrick Drahi (BFM TV, RMC), François Pinault (Le Point), Matthieu Pigasse (Le Monde, Vice, les Inrockuptibles, Nova), Arnaud Lagardère (Europe 1, RFM, Paris Match, le Journal du Dimanche)

Nouvelle Époque, c'est l'exact opposé de cette mafia organisée :

- Notre journal n'appartient à personne si ce n'est aux masses en lutte
- Notre journal ne contient pas de publicité et ne reçoit pas de subventions de l'État, il est totalement indépendant ! Nous refusons la servitude à des grands groupes ou à l'Elysée. Nous nous finançons uniquement par la vente de notre édition imprimée et les dons recueillis

Il faut bâtir une véritable opposition, pas celle de l'Assemblée Nationale, des élections et des plateaux téléés, mais celle qui se bat contre la dictature du pognon, contre le système bourgeois et toutes ses composantes. Une opposition qui veut en finir avec ce monde !

Aujourd'hui, *Nouvele Époque* se développe. Nous avons de nombreux projets : produire plus de reportages de terrain, organiser des évènements publics et surtout professionnaliser notre format papier pour en faire un vrai journal révolutionnaire.



**NOUS AVONS BESOIN DE VOTRE SOUTIEN FINANCIER :
SOUTENEZ LA PRESSE D'OPPOSITION !**

FAITES UN DON, ABONNEZ-VOUS, DIFFUSEZ LE JOURNAL

Notre mail : nouvelle-epoque@protonmail.com

**RENDEZ-VOUS SUR
NOUVELLEEPOQUE.FR**